

Evaluation externe du programme:

**D'Appui aux Droits, à la Santé Sexuelle et  
reproductive et à la lutte contre le VIH/SIDA  
des Jeunes au Burkina Faso(PADSj)**



***Rapport Final***

*Décembre 2023*

Ada Bazán, Gifty Narh Guiella, Klára Hellebrandová

## Sommaire

Note sur l'évaluation d'un projet pilote .....	3
I. Introduction : Contexte et objectifs .....	4
Contexte du projet.....	4
Le programme d'Appui aux Droits, à la Santé Sexuelle et reproductive et à la lutte contre le VIH/SIDA des Jeunes au Burkina Faso- PADSj.....	7
Objectifs et enjeux de l'évaluation.....	9
Méthodologie et phases de l'évaluation.....	11
Approches méthodologiques et principes d'intervention.....	12
II. Analyse Evaluative.....	13
Pertinence : un projet très pertinent et nécessaire vis-à-vis du contexte et des besoins du public ciblé .....	16
Cohérence : un projet pilote qui a permis de mettre en évidence la profondeur des enjeux et l'importance des approches et méthodologies adaptées .....	20
Efficacité et impact : un projet pilote qui met en évidence l'importance du processus amorcé .	27
Efficience : horizontalité des relations partenariales mise à l'épreuve par la gestion financière.	34
Valeur ajoutée et durabilité .....	38
Recommandations.....	41
Bibliographie.....	44
Annexes .....	45
Zoom sur les trois jours d'atelier .....	45
Exemple détaillé du déroulement de l'atelier avec les adolescent.es .....	46

## NOTE SUR L'ÉVALUATION D'UN PROJET PILOTE

Le présent document expose le rapport final provisoire de l'évaluation finale du projet « **Appui aux Droits et à la Santé Sexuelle des Jeunes (PADSj) au Burkina Faso** ». Ce projet, réalisé en partenariat par deux organisations burkinabé : le réseau des organisations féministes RENASAGE basé à Ouagadougou et l'organisation MAIA basée à Bobo-Dioulasso et l'organisation française Planning Familial, est un projet pilote. Il a cherché à développer et mettre en œuvre une approche innovante et nécessaire, celle centrée sur les jeunes (filles et garçons), adolescent.es et enfants en tant qu'actrices et acteurs de changement social notamment concernant les rapports de pouvoir basés sur le genre, en passant par les droits à la santé sexuelle et reproductive et le travail avec l'entourage de ces jeunes « héros et héroïnes ». Il s'agit d'un pari ambitieux, non seulement en raison de multiples enjeux structurels et contextuels mais également du public ciblé – des enfants, adolescent.es, jeunes – qui demande des approches, méthodologies, outils mais également postures spécifiques.

Étant donné l'importance des thématiques traitées ainsi que l'originalité et la pertinence de la population cible (jeunes, adolescent.es et enfants) qui est rarement mise au centre -en tant qu'acteur.trices du changement- par des projets de développement, l'évaluation externe ici présentée, est avant tout l'évaluation d'un projet pilote. Dans ce sens, la perspective rétrospective qui a permis de réaliser le bilan du projet et notamment de sa pertinence, cohérence, efficacité, efficience et impact, et valeur ajoutée a pris en compte la dimension innovante du projet mais également l'aspect apprenant pour les organisations partenaires chargées de sa mise en œuvre, ainsi que pour les bailleurs qui l'ont soutenu financièrement. En effet, cet apprentissage – précieux et nécessaire – devient une valeur en soi car il nourrit la partie prospective de l'évaluation qui – à travers les recommandations – cherche à appuyer la construction de la deuxième phase du projet mais également des projets similaires qui pourront être menés non seulement au Burkina Faso mais également dans d'autres pays de la région ou en France. Ceux-ci pourront alors se baser sur, s'enrichir et se nourrir de l'ensemble des apprentissages – des leçons apprises et des bonnes pratiques – fournis par ce projet pilote. En désirant d'observer, sur le long terme quels impacts ce projet pouvait avoir sur des jeunes suivis dès le plus jeune âge, il s'agit bien des apprentissages qui ne se devinent ni s'improvisent pas. Ils se cheminent et se découvrent à travers la pratique et les expériences, mais surtout grâce à la possibilité d'écouter et d'entendre les jeunes protagonistes ou acteurs et actrices. En effet, ce sont elles et eux qui deviennent des guides pour trouver des pistes et des méthodologies qui permettent de contribuer à cette tâche difficile mais nécessaire qui est la transformation sociale des rapports de genre.

### Note sur l'utilisation des termes adolescent.e/jeune/enfant

Dans ce rapport, l'équipe évaluatrice aura recours à ces trois termes afin d'honorer la différence entre les étapes de vie qui impliquent des attentions, enjeux, approches et problématiques différentes. En nous distinguant de l'approche adulte-centriste (voir l'introduction), le terme « enfant » n'est pas utilisé dans le sens d'infantilisation des personnes de moins de 12 ans. Au contraire, l'approche par l'empowerment multidimensionnel est basée sur la reconnaissance des capacités, « connaissances situées » et le pouvoir d'agir de toutes les personnes, tout en reconnaissant les facteurs spécifiques de « dés-empowerment » sur lesquels il faut agir.

# I. INTRODUCTION : CONTEXTE ET OBJECTIFS

## Contexte du projet

---

### **SERVICES DE SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE AU BURKINA FASO**

Le Burkina Faso est un pays enclavé au cœur du Sahel, en Afrique de l’Ouest. Plus de 40 % de la population burkinabé vit en dessous du seuil de pauvreté. Selon le rapport 2021-2022 de l’IDH du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Burkina Faso est classé 184e sur 191 pays. Au Burkina Faso, les femmes contribuent plus que les hommes à l’incidence globale de la pauvreté (52 % contre 48 %). De même, la sévérité de la pauvreté chez les femmes est légèrement supérieure à son niveau chez les hommes.

Le Burkina Faso fait face à de nombreux facteurs qui nourrissent les inégalités femmes/hommes en termes d’accès et de contrôle des ressources, des services sociaux de base, des activités de la vie publique et privée ainsi que leur participation aux sphères de décision, l’indice de développement de genre (IDG) étant de 0.874 (PNUD, 2016). Face à la persistance des inégalités H/F, le pays a élaboré une politique nationale genre (2009-2019) avec l’objectif de promouvoir un développement participatif et équitable des hommes et des femmes, en promouvant un accès et un contrôle égal et équitable aux ressources et aux sphères de décision dans le respect de leurs droits fondamentaux.

Depuis près d’une décennie, le pays est frappé de plein fouet par une crise sécuritaire qui est venue exacerber les inégalités hommes/femmes, les femmes étant les premières victimes de cette crise (à la date du 31 mars 2023, la situation des personnes déplacées internes (PDI) est de 2 052 534 PDI, dont 58,50% de femmes et enfants).

### ***La santé sexuelle et reproductive reste un enjeu majeur de genre pour le pays***

Au Burkina Faso le niveau de la mortalité maternelle reste élevé. En effet, avec 330 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (2017) le Burkina Faso est largement au-dessus de la moyenne mondiale qui est de 211 décès pour 100 000 naissances vivantes et très loin de la cible des ODD qui est de 70 décès pour 100 000 naissances d’ici 2030. Parallèlement, le taux de prévalence contraceptive moderne (TPCM), quoi qu’en net progrès (22,5 % en 2015 à 31,9 % en 2020) reste relativement faible, comparativement à la moyenne mondiale évaluée à environ 58%, sachant que le milieu rural est le plus défavorisé avec un TPCM deux fois plus faible qu’en milieu urbain. Les principaux obstacles à l’accès des femmes aux SSR/PF sont :

- **La faible autonomie de décision** des femmes, 87,2% des femmes estiment qu’elles n’ont pas le droit d’utiliser une méthode contraceptive sans l’avis de leur partenaire
- **Le faible accès à d’information** des femmes et des couples sur la SSR-PF et la persistance d’idées reçues ;
- **Les problèmes d’approvisionnement**
- **Le manque de confidentialité et le mauvais accueil** que leur réservent les prestataires de ces services

### ***La situation des enfants et des adolescent.es***

Les adolescent.es et jeunes qui sont majoritaires dans la population burkinabé sont aussi concerné.es par les difficultés d’accès au SSR. Les données sur la santé sexuelle et reproductive des adolescent.es et des jeunes permettent de constater certaines disparités de genre :

- Une augmentation de 31,8 % par rapport à l’année 2015/2016 des grossesses précoces et non désirées. Notamment chez les filles de 15 à 18 ans, ce qui souvent engendre une déperdition scolaire, l’exclusion familiale, des avortements provoqués et clandestins, des infanticides

- Des rapports sexuels précoces, non protégés et souvent avec plusieurs partenaires, dont une conséquence est une prévalence élevée des infections sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA.
- Un faible accès à l'information et une faible utilisation des services de santé, seulement 30,3 % des adolescentes et jeunes ont consulté un service de santé pour bénéficier de services relatifs à la contraception (19,7 %) ; aux maladies sexuellement transmissibles (MST) 11 % ; et seulement 2,9 % sont venus pour des raisons gynécologiques.

Pour renforcer l'accès à la SSR/PF, l'Etat a déployé des stratégies et initiatives en faveur SSR-PF. La Loi N° 025-2018/AN portant le Code pénal sanctionne toutes les formes des violences à l'égard des femmes et des filles, qu'elles soient physiques, sexuelles, psychologiques, morales, économiques ou culturelles. Le chapitre 3 inclut notamment les atteintes aux Droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et la limitation de la jouissance de ces droits, notamment l'interdiction d'utiliser des méthodes contraceptives.

En dépit des avancées considérables au niveau législatif et des politiques publiques, les thématiques liées à la sexualité, la vie affectives et l'accès aux DSSR sont ébranlés par des facteurs sociétaux et culturels liés à l'adulte-centrisme (l'âgisme). Ce dernier place les enfants, les adolescent.es et les jeunes (notamment les jeunes femmes) dans une position d'objet, dans le sens où on les considère comme pas aptes – car pas encore tout à fait matûr.es – pour prendre des décisions sur soi-même, voire pour avoir des opinions propres, et encore moins pour douter ou critiquer celles des adultes. Ceci est particulièrement important lorsqu'on parle de l'accès à l'information et aux droits en matière de la santé sexuelle et reproductive car, ils.elles sont jugé.es incapables de réfléchir

Adulte-centrisme ou la domination adulte (loin d'être réservée au contexte burkinabé ou ouest-africain) sont intimement liés à la domination masculine et au patriarcat. Les « mineur.es » sont reconnu.es en tant que populations « vulnérables » dans le monde entier. Cette vulnérabilité, provient, à la fois, des adultes, et/ ou du risque que ceux.celles-ci peuvent représenter pour les « mineur.es » en abusant de leur position de « tuteur.trices » et de leur pouvoir. On entre dans une sorte de cercle vicieux, où la vulnérabilité est en même temps censée être prise en compte par les adultes - qui par ailleurs peuvent représenter un risque- en tant que garant.es du respect des droits des enfants/adolescent.es/jeunes. Droits qui ont été, dans une grande mesure, définis sans la participation des enfants/adolescent.es/jeunes, qui restent dans beaucoup de situations dans la position d'objet plus que de sujet, acteur.trices de leur vie et de celle de leurs communautés. Cette position fondée sur la domination adulte et le patriarcat mène à de nombreuses violences, y compris sexuelles, exercées partout dans le monde, contre les « mineur.es » y compris, voire principalement, à l'intérieur des familles. Violences, souvent cachées sous le silence, entre autres car celui ou celle qui en souffre n'a pas de voix propre et parce que les auteurs de ces actes – dans une grande majorité des hommes – sont protégés structurellement tant au niveau systémique et institutionnel qu'au niveau social.

par eux.elles-mêmes et de prendre des décisions. Ainsi, l'enfant ou l'adolescent.e, le.la jeune n'est pas censé.e avoir accès à certaines thématiques – dont la sexualité – sous risque de l'interpréter en tant qu'incitation à l'acte. **L'adulte-centrisme qui émane de et s'articule avec le patriarcat ainsi qu'avec d'autres systèmes structurels d'oppression et d'exclusion** est alors un facteur clé à prendre en compte dans des projets comme le PADSj qui met au centre la population jeunes, adolescente voire les enfants et désire l'accompagner pour qu'elle puisse devenir l'actrice des changements sociaux. Effectivement, le travail de l'évaluation externe, et notamment la mission du terrain a rendu compte de l'omniprésence de ce facteur qui pèse lourdement sur l'ensemble de la société et de ses acteur.trices. Comme dans le cas du genre, on devient tous et toutes, sans qu'on s'en rend souvent compte, des reproducteur.trices de cette domination et oppression qui sont normalisées et invisibilisées à tous les niveaux : structurel, institutionnel (y compris à l'école et dans les familles) mais également sociale et interpersonnel.

### ***L'accès aux droits et les violences -basées sur le genre- aggravés par la situation d'insécurité***

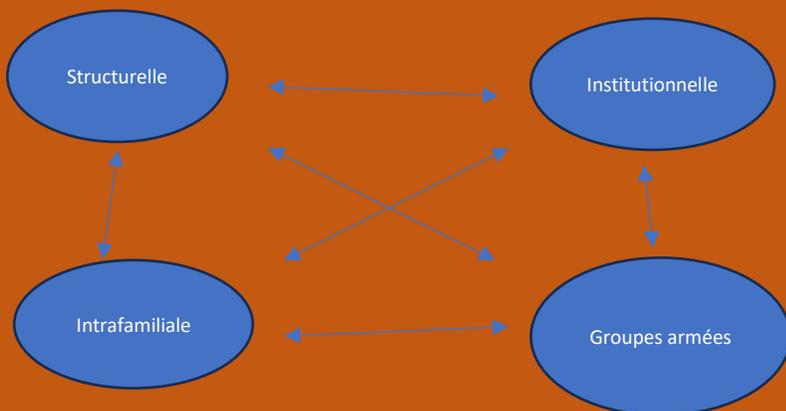
Les conditions de vie des femmes et des filles se sont fortement dégradées ces huit dernières années avec la crise sécuritaire et humanitaire causée par les attaques terroristes. Les femmes et les enfants constituent 84% des personnes déplacées. Les régions du pays les plus touchées par la crise humanitaire sont : le Nord, le Centre Nord, l'Est, le Centre Est, la Boucle du Mouhoun et le Sahel. Cette situation occasionne des mouvements internes de population qui s'accroissent de jour en jour.

Les violences sexuelles se sont intensifiées dans les zones à défi sécuritaire, sur les chemins d'exode et dans les zones d'accueil des personnes déplacées. Au second semestre 2019, le sous cluster VBG a documenté 170 cas dans les zones affectées. Malgré l'entrée en vigueur de la loi portant sur la prise en charge des victimes de violences sexistes et sexuelles en 2009 (révisée en 2020), les victimes de violences sexuelles ne bénéficient pas de prise en charge.

L'insécurité a provoqué la fermeture de plus de six milles écoles, stoppant la scolarité d'environ un million d'enfants et entraînant l'exacerbation de certains fléaux tels que le mariage forcé des petites filles, les mutilations génitales féminines (interdite depuis 1996), la prostitution des mineures, la traite des petites filles et les viols (l'agence des nations unies pour les questions humanitaires – OCHA).

La vulnérabilité aux menaces et la violence « externe » subies par des jeunes, adolescent.es et enfants visé.es par le projet PADSj est en effet aggravée par la violence interne (vécue à l'école ou dans la famille) et le non-respect de leurs droits de la part des adultes de leurs entourages (pères, mères, autres membres de la famille mais également des professeurs et d'autres autorités).

Selon Cynthia Ozon, psychologue brésilienne docteure spécialisée sur les questions de violence et des enfants et adolescent.es en situation de grande vulnérabilité, il est possible de constater l'articulation de différentes formes de violences. Dans la figure suivante on observe le fonctionnement dynamique et articulé des types de violence, où chaque type de violence prend source et potentialise les autres. Les violences institutionnelles, intrafamiliales, et structurelles sont potentialisées par la violence de groupes armés (cas du Brésil), et en même temps cette dernière s'appuie sur un terreau de violence naturalisé et contribue à augmenter les tensions et agressions dont elles sont issues.



Le même modèle peut être utilisé pour montrer des chemins de prévention et d'intervention, car la diminution d'un type de violence aura une incidence pour réduire les autres expressions de violence.

Dans le cas des enfants et adolescent.es du projet PADJS, on a pu constater -à partir de leurs propres témoignages- cette dynamique, la violence intrafamiliale, institutionnelle (école et centre de santé) et structurelle<sup>1</sup> que subissent ces enfants et adolescent.es et qui va progressivement être relativisée et intégrée - par eux.elles - est exacerbée par la violence des groupes armés qui secouent la région. Elle atteindra les filles et les garçons mais de façon différenciée selon leur genre, les filles dans leur rôle de reproduction, en tant que corps objet de désir, de plaisir et au service des autres ; tandis que les garçons en tant que corps-machine producteur et reproducteur de violence. Ces dynamiques interdépendantes des violences montrent l'importance d'adresser leurs causes profondes, dont le patriarcat et l'adulte-centrisme.

## Le programme d'Appui aux Droits, à la Santé Sexuelle et reproductive et à la lutte contre le VIH/SIDA des Jeunes au Burkina Faso- PADSj

Face à ces défis du contexte, le « Programme d'Appui aux Droits, à la Santé Sexuelle et reproductive et à la lutte contre le VIH/SIDA des Jeunes au Burkina Faso » - PADSj réalisé en partenariat par le RENASAGE, MAÏA et le Planning Familial s'est construit en tant que **pilote d'une intervention innovante**, positionnant la perspective de

<sup>1</sup> Le Burkina Faso fait face à de nombreux facteurs qui nourrissent les inégalités femmes/hommes en termes d'accès et le contrôle des hommes et des femmes aux ressources, aux services sociaux de base, aux activités de la vie publique et privée ainsi que leur participation aux sphères de décision, l'indice de développement de genre (IDG) étant de 0.874 (PNUD, 2016) et compte plus de 40 % de sa population en dessous du seuil de pauvreté.

genre de façon centrale, capable de sensibiliser les jeunes, à partir des jeunes acteur.trice.s eux.elles-mêmes - dans un principe de formation entre pair.e.s- sur les injustices, discriminations et violences basées sur le genre. En effet, le PADSJ change de groupe cible habituel pour des projets et programme des droits sexuels et reproductifs - femmes adultes principalement et des hommes dans un deuxième temps en lien avec la contraception - et il propose de **renforcer le pouvoir d’agir des filles et des garçons à partir de 10 ans** et les suivre -en cohorte - dans le temps (9 ans). Il s’agit d’un public nouveau pour les partenaires sur le terrain, davantage habitués aux adultes et jeunes adultes, mais également pour le Planning Familial qui n’avait pas expérimenté cette approche pair-éducation et de cohorte sur le territoire français ou dans le cadre d’autres programmes internationaux. Ainsi, il s’agit d’une nouvelle expérience pour chacun des partenaires mais également dans le cadre de ce tri-partenariat (RENASAGE, MAÏA, Planning Familial) basé sur l’expérience et la confiance gagnées lors des deux précédents programmes : le programme RRS pour « Réduction des risques sexuels », puis deux programmes SSDG pour « Santé sexualité, droits et genre ». D’ailleurs, c’est le programme SSDG qui a abouti à la création du Réseau RENASAGE (Réseau National des Associations pour la Santé de la Reproduction, les Droits et le Genre) du Burkina Faso qui regroupe une vingtaine d’associations, auparavant partenaires du Planning Familial.

### **Objectifs et stratégie d’intervention du projet**

Le projet PADSJ se réalise au Burkina-Faso, dans 3 quartiers, un à Ouagadougou et deux à Bobo Dioulasso, et sa première phase – qui est l’objet de l’évaluation externe - dure 3 ans. Il est important de surligner sa dimension « pilote » en tant que fondement de son intervention. L’évaluation y porte une attention particulière, car elle offre une perspective nouvelle pour les projets et programmes qui cherchent à transformer les rapports de pouvoir, à réduire la violence et à renforcer le pouvoir d’agir des filles, des garçons adolescent.es de façon profonde et durable.

### **Objectifs spécifiques du PADSJ**

- **Renforcer les jeunes filles et garçons sur leurs droits et SSR, le VIH/sida et en faciliter l’acceptation sociale**
  - Via la formation de jeunes pairs-éducateur.trices dès 10 ans, dans un principe de suivi de cohorte sur 9 ans, et en incluant la sensibilisation de leur bassin de vie (enseignant.e.s, parents, leaders communautaires et religieux). S’agissant de la première phase, les jeunes concerné.es sont majoritairement âgé.es de 10 à 14 ans.
- **Améliorer l’accès à des services adaptés pour les jeunes en matière de droits sexuels et reproductifs et le VIH/sida**
  - Via la formation de professionnel.le.s de santé à l’accueil des jeunes, l’aménagement de centres de santé et la mise en place d’un réseau de référencement axé vers les jeunes ;
- **Renforcer la société civile pour assurer un changement pérenne en matière de DSSR et VIH/sida au niveau local et national**
  - Via la formation au plaidoyer et le renforcement organisationnel du RENASAGE.

### **Stratégie d’intervention**

Le projet parie sur la formation entre pairs (approche **paire-éducation**) en tant qu’outil mobilisateur et de renforcement du pouvoir d’agir (empowerment) des enfants et adolescent.e.s. Les enfants (filles et garçons) à partir de 10 ans sont sensibilisé.e.s sur les questions de genre, DSSR et VIH/sida dans une **approche complète et globale** centrée sur le « **choix libéré** ». Ces dernièr.e.s pourront être identifié.e.s par leurs camarades comme personnes ressources, être un appui et contribuer à sensibiliser leur camarades , notamment via la co-animation d’événements de sensibilisation avec les animateur.trice.s. **La cohorte** d’enfants, adolescent.es pair.e.s-éducatrices doit être suivie sur le long terme, soit sur 9 années ce qui renforce l’importance de la continuation

du projet (**l'approche par l'intervention dans la durée**). Ainsi, le projet propose l'intervention dès l'école primaire, puis au collège et au lycée. S'il cible également les **jeunes non scolarisé.e.s** via des associations de jeunes et des maisons des jeunes, pour des raisons diverses, notamment liées au démarrage tardif des activités dû au contexte sanitaire et sécuritaire extrêmement précaire, cet axe du projet n'a pas été réalisé durant la première phase. Toutefois, le projet aspire à prendre en compte non seulement l'âge et le sexe (et les différences dues aux vécus et centres d'intérêt) mais également d'autres caractéristiques (situation familiale, scolarisation ou pas etc.) dans une **approche intersectionnelle**. Le projet implique également l'approche par « **bassin de vie** » et contemple l'accompagnement et le renforcement de l'entourage des enfants et adolescent.e.s accompagné.e.s, notamment les parents, les leaders communautaires et religieux et les enseignant.e.s. Cette approche est particulièrement importante étant donné le contexte adulte-centrique et la position des enfants et des jeunes dans la société (voir ci-dessus).

Ainsi, le projet propose :

- La réalisation de séances d'éducation sexuelle complète adaptées à l'âge et au sexe des élèves du primaire au lycée, des jeunes filles et jeunes garçons de 10 à 24 ans dans la durée (approche pair-éducateur.trices et l'approche par suivie de cohorte). Dans la première phase, les groupes de 16 jeunes filles et garçons ont été constitués au niveau d'Ouagadougou et de Bobo Dioulasso (au total 32 jeunes), la majorité entre 10 et 15 ans).
- Une sensibilisation des adultes de leur entourage (corps éducatif, parents, leaders communautaires et religieux) et des professionnel.le.s de santé, les animatrices/teurs pour mieux soutenir et accueillir ces jeunes.

## Objectifs et enjeux de l'évaluation

---

### Les attentes et objectifs

Le Planning Familial a souhaité réaliser cette évaluation, d'une part, pour comprendre dans quelle mesure ce programme, pensé en tant que pilote, répond aux besoins identifiés, et d'autre part, d'évaluer dans quelle mesure sa stratégie d'intervention basée sur le principe de cohorte suivi durant 9 ans s'avère prometteuse, capable de convaincre les bailleurs de continuer leur appui.

De même, elle est importante pour évaluer les approches, apprendre du terrain et approfondir la réflexion sur la promotion de l'approche féministe, intersectionnelle et décoloniale dans les programmes internationaux du Planning Familial. Ainsi, l'évaluation vise à appuyer une réflexion stratégique sur le partenariat et notamment l'autonomisation – y compris financière – des partenaires, ainsi que la valorisation des « savoirs situés » et l'horizontalité – qui implique la décolonisation – des rapports entre les partenaires du Nord et du Sud mais également le fonctionnement et les dynamiques de l'ensemble du réseau.

Finalement, le Planning souhaite également démontrer l'intérêt d'interventions en santé sexuelle et reproductive dès le plus jeune âge, et plaider pour son inscription systématique dans les cursus scolaires et les projets éducatifs.

### Ainsi, les principaux objectifs de l'évaluation externe du PADSj sont :

Au niveau du programme :

- Mesurer l'atteinte des objectifs, elle portera sur les résultats des actions et les changements auxquels elles auront contribué.
- **Vérifier le choix stratégique de s'adresser aux jeunes** dans le cadre de ce programme, avec l'approche de la **pair-éducation**.

- **Mettre en avant les dynamiques de pouvoir entre femmes et hommes et comment celles-ci influent sur les impacts de l'action et sur la participation des femmes et des hommes** à ses composantes
- **Mesurer les changements produits par les actions transformatives**, qui remettent en question **les rôles, relations de genre, questionnent les stéréotypes, les attendus sociaux liés au sexe** et visent à construire des normes et des structures sociales équitables et plus égalitaires, dès le plus jeune âge.

Au niveau du partenariat

- **Analyser les pratiques de coordination des projets du Planning, et les faire évoluer.**
- **Introduire une réflexion sur l'autonomie de ses partenaires**, notamment dans leur recherche de financements et le développement du projet d'association

S'agissant de la 1<sup>ère</sup> phase – phase pilote – du projet, l'évaluation externe demandée doit répondre à un triple enjeu :

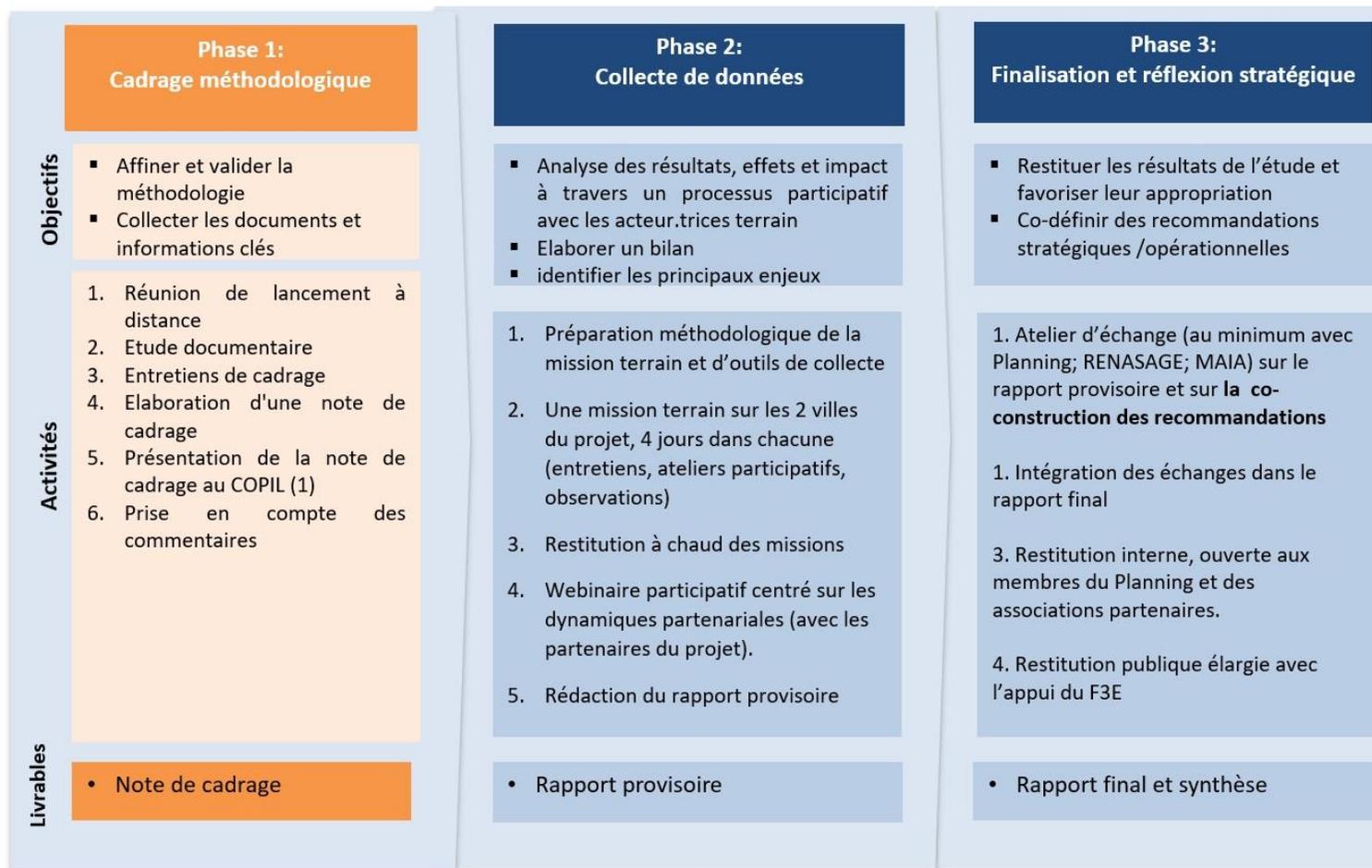
1. **Un enjeu stratégique** : l'évaluation identifiera les principaux résultats, effets et impact du projet – en mettant un accent particulier sur les processus et le renforcement de pouvoir d'agir des enfants et adolescent.e.s participant.es au projet, les effets sur leur entourage, ainsi que sur les partenaires et les dynamiques partenariales entre le Planning Familial et ses partenaires.
2. **Un enjeu d'apprentissage** : l'évaluation a cherché à identifier les bonnes pratiques et les leçons apprises, notamment concernant les enjeux relatifs à l'action et la stratégie d'intervention et les effets sur le partenariat de manière qu'elles puissent être intégrées non seulement dans les prochaines phases du projet mais plus généralement dans les futures démarches et actions du Planning Familial ainsi que de ses partenaires.
3. **Un enjeu de redevabilité à plusieurs niveaux** : auprès des bailleurs (AFD en tant que principal bailleur, d'autres bailleurs publics et privés), le Planning Familial et ses partenaires (RENASAGE, MAIA) mais surtout les participant.e.s (enfants, adolescent.e.s pair.es-éducateur.trice.s, ainsi que les personnes qui les accompagnent et leur entourage) car ce sont eux et elles les principaux protagonistes du processus d'empowerment visé.

Par ailleurs, l'évaluation revêt deux dimensions :

- **Une dimension rétrospective** : il s'agit de faire un bilan et ressortir les principaux résultats et effets de cette phase pilote du projet, de porter un regard sur les enjeux et défis qui se sont présentés lors de cette première phase ainsi que sur les effets et impacts auxquels il a contribué selon des critères d'évaluation
- **Une dimension prospective** : il s'agit d'identifier les leviers d'évolution stratégique et partenarial du projet en vue de la préparation de sa deuxième phase et la manière de les mettre en œuvre

## Méthodologie et phases de l'évaluation

L'évaluation externe a été menée en trois phases clé comme indiqué ci-dessous :



## Approches méthodologiques et principes d'intervention

---

En tant que principes transversaux proposés par l'équipe évaluatrice et en accord avec les objectifs et approches du projet, l'évaluation a articulé 5 approches méthodologiques, théoriques et pratiques qui s'articulent et s'enrichissent mutuellement.

Au-delà des approches intersectionnelle de genre, de l'éducation populaire, de l'empowerment multidimensionnel et de l'approche décoloniale (voir plus loin), l'évaluation est fondée également sur :

**Approche participative** : l'évaluation en tant qu'exercice collectif et profondément participatif pour tous. Les acteurs impliqués. Ainsi, l'évaluation devient en soi un processus collectif voire transformatif car il permet de co-construire, échanger et confronter des visions et expériences acquises lors du projet et de façon ouverte et inclusive. Cette approche a permis de réaliser des ateliers tant avec les membres des équipes projet qu'avec leurs participants, notamment les enfants, adolescents et jeunes pair-éducateurs et les adultes de leur entourage. Ces ateliers ont permis non seulement de collecter les données sur la réalisation du projet et pour l'évaluation de ses résultats, mais ont également contribué à la prise de conscience – notamment de la part des adultes responsables – de l'impact des relations de pouvoir basées sur le genre sur les relations entre les adultes et les jeunes, ainsi que sur la violence vécue et les droits et santé sexuelle et reproductive.

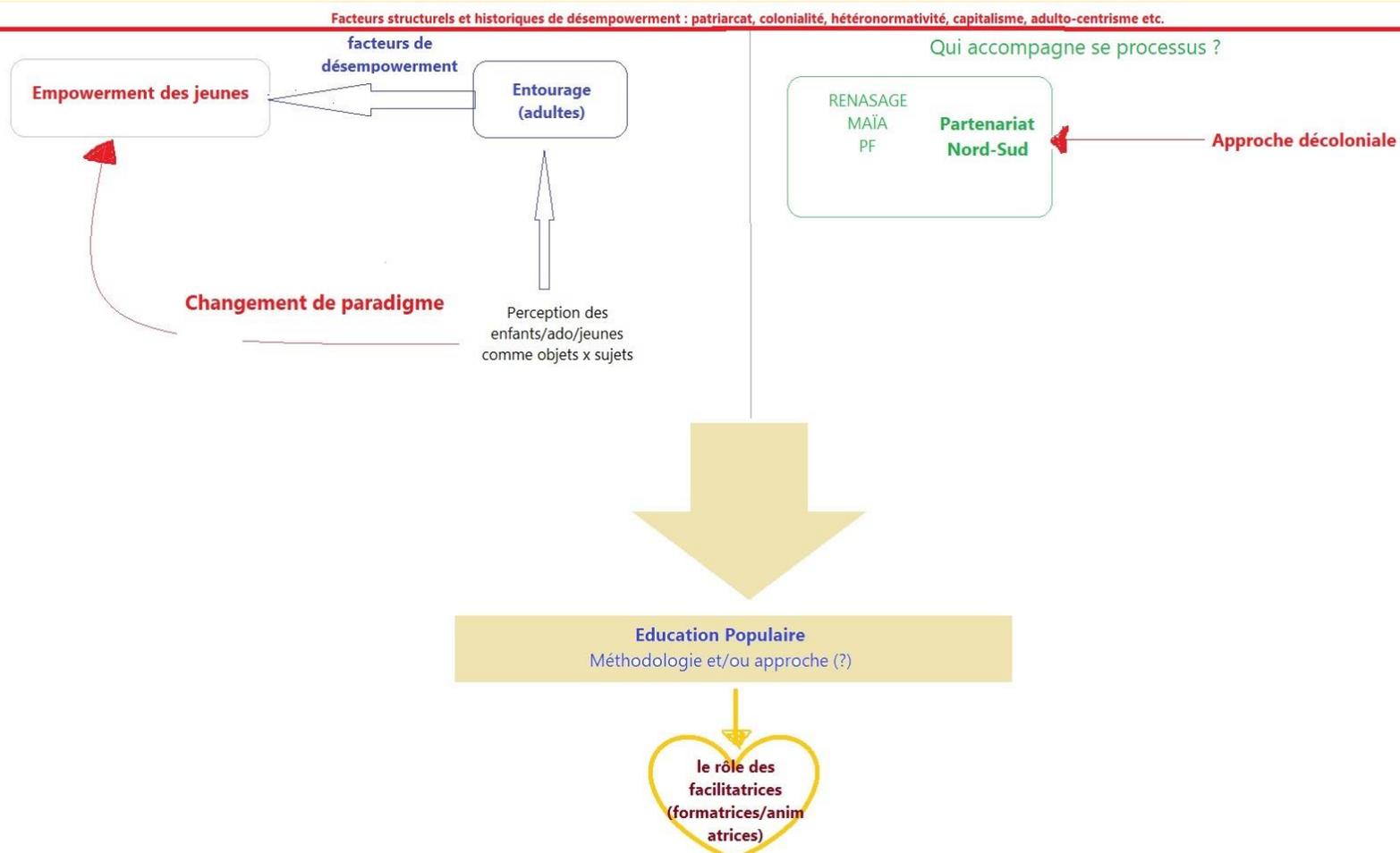
**Approche orientée changements (AOC)** : basée sur les approches orientées changements, cette démarche nous permet d'aller au-delà des indicateurs classiques pour apprécier et évaluer le processus lui-même. Le processus de l'évaluation s'est notamment basé sur des outils de collecte qualitatifs. Ainsi, elle met un accent particulier sur les échanges et apprentissages collectifs. Les moments collectifs (ateliers) ont été des moments clés pour générer des échanges, une réflexion critique et collective, des confrontations des expériences (au niveau du partenariat mais également dans une approche comparative entre les deux villes) et une co-construction collective.

## II. ANALYSE EVALUATIVE

L'analyse évaluative est organisée autour des critères évaluatifs (pertinence, cohérence, efficacité, efficience et impact, valeur ajoutée et durabilité adressés individuellement ou regroupés). Il présente les principaux résultats obtenus par l'évaluation externe de la 1<sup>ère</sup> phase du projet, illustrés notamment par les témoignages des acteur.trices impliqué.es (équipes, participant.es aux ateliers d'évaluation) et des descriptions du travail participatif réalisé lors des ateliers dans le cadre de la mission de terrain.

Il est important de souligner que cette analyse a été réalisée à travers des approches spécifiques (voir ci-après) qui permettent d'évaluer non seulement les résultats du projet mais également son impact et ses effets notamment concernant les changements sociaux au niveau des principaux paradigmes visés, c'est-à-dire les relations de pouvoir basées sur le genre et les inégalités et injustices qui en résultent, en articulation avec d'autres systèmes de domination, notamment l'adulte-centrisme.

Etant donné la thématique, les publics ciblés, les contextes historique, culturel, socio-économique, structurel et sécuritaire, mais également les approches et le partenariat entre une association du Nord et des associations/réseau du Sud, le projet doit faire face et adresser directement ou indirectement des enjeux importants. Le schéma sur la page suivante résume ces principaux enjeux identifiés et détaillés ci-après. Ces enjeux et la capacité du projet à y répondre sont des axes conducteurs de la présente évaluation.



## **Empowerment des jeunes au centre du projet**

L'objectif principal du projet vise l'accès des jeunes filles et garçons aux services de santé sexuelle et reproductive (OP) via : leur renforcement (notamment concernant leurs droits) (OS1), l'adaptation desdits services (OS2) et le travail avec l'entourage (OS3) pour assurer un changement pérenne.

Les objectifs que le projet se propose ne sont pas modestes, bien que profondément nécessaires car au fond le projet aspire à accompagner les adolescent.es et jeunes – notamment les pair-éducateur.trices (PE) – à devenir acteur.trices non seulement de leurs vies mais également de celle de leurs communautés, au niveau de leurs familles, quartiers mais surtout de leurs pairs. Il s'agit alors bien d'accompagner un processus complexe et ancré dans le temps, le processus de **renforcement de pouvoir d'agir (l'empowerment) multidimensionnel** de ces enfants, adolescent.es et jeunes à travers les thématiques liées à la santé sexuelle et reproductive.

Un processus d'empowerment est un processus holistique et multidimensionnel dans une optique transformatrice, car il agit contre les facteurs de désempowerment qui « enlèvent », ou limitent, les pouvoirs des personnes en situation de vulnérabilité, tels que le genre et le patriarcat, le racisme, le système économique, le système basé sur les rapports de pouvoir globaux hérités de l'époque coloniale, la situation de handicap, l'âge etc. et permet alors de transformer la vie des personnes et des communautés.

Au contraire, la situation de "*desempowered*" revient à ne pas maîtriser les choix affectant sa propre vie en raison de multiples facteurs d'oppressions et leur articulation : pauvreté, l'absence d'éducation, le système patriarcal, situation d'exploitation économique ou sexuelle, les violences, l'hétéronormativité, l'adulte-centrisme etc.

En effet, pour devenir acteur.trices de leurs vies et de celle de leurs communautés, les jeunes filles et garçons accompagnés doivent non seulement avoir l'accès à l'information, notamment concernant leurs droits, mais doivent également être conscient.e.s des facteurs qui les « désempower » : leur enlèvent le pouvoir d'agir et agissent contre leur autonomie et prise d'action et de décision. Ainsi, pour être en mesure de défendre leurs droits, avoir la connaissance et la conscience de leurs corps ainsi que décider de type de relations qu'ils.elles veulent construire et entretenir, et partager ces connaissances et savoir-faire/savoir-être avec leurs pairs, les jeunes filles et garçons accompagnés doivent avoir un regard et une compréhension critique des systèmes qui pèsent sur eux.elles, notamment l'asymétrie des genres dans la vie sociale et le patriarcat qui implique l'adulte-centrisme.

Par conséquent, le processus de l'empowerment qui mènerait à cette prise de conscience, le changement de comportement mais également la capacité d'influence sur son entourage et notamment ses pairs implique le renforcement de pouvoir d'agir de ces enfants.adolescent.es – au niveau individuel ainsi que collectif – sur plusieurs dimensions (cognitive, relationnelle, sociale/politique ; transversale). L'analyse évaluative prend en compte de manière transversale ces quatre dimensions afin d'évaluer dans quelle mesure le projet y a contribué ou a le potentiel d'y contribuer.

## **Accompagner le protagonisme des adolescent.es, changement du paradigme**

Dans une société dans laquelle la sexualité, les relations (à différents niveaux : adulte/enfant/jeunes ; relations basées sur le genre, etc.), la connaissance des droits et leur mise en pratique sont profondément marquées par des normes basées sur le patriarcat, la domination masculine et adulte et la culture de silence, les objectifs visés par le PADSj impliquent un changement de paradigme – les adolescent.es en tant que protagonistes de leurs vies et de celle de leurs communautés - sans lequel atteindre un changement pérenne et durable des comportements relatifs à la santé sexuelle et reproductive est difficilement atteignable voire impossible.

## ***Approche intersectionnelle de genre et le patriarcat : déconstruire à soi-même pour accompagner les autres***

Le projet est conçu dans une approche intersectionnelle de genre qui doit être transversale à l'ensemble des activités et actions menées. Il s'agit d'une approche connue par l'ensemble des partenaires dans le cadre d'autres projets, même si le projet PADSj est la première occasion de l'appliquer au public ciblé : les enfants et adolescent.es dans le milieu scolaire (la 1<sup>ère</sup> phase du projet n'a pas permis de commencer le travail avec les jeunes non-scolarisé.es).

Agir avec l'approche intersectionnelle de genre implique une analyse et compréhension profonde et critique du système de genre et du patriarcat (articulé avec d'autres systèmes d'oppression tels que l'hétéronormativité, l'adulte-centrisme, le système économique hégémonique, le validisme etc.) dans les contextes donnés : dans le cadre du PADSj il s'agit du contexte local des quartiers visés mais qui s'insère et interagit avec le contexte national, régional et international.

Or, travailler avec le genre et des facteurs structurels tel que le patriarcat sont des tâches complexes car il s'agit en même temps d'un travail théorique, analytique mais également expérientiel, collectif et individuel. Car étant sujets dans des sociétés patriarcales, hétéronormatives, adulte-centrées et historiquement racistes et marquées par la colonialité (voir ci-après), nous sommes tous et toutes, même si à des niveaux et degrés très différents, en même temps victimes et reproducteur.trices de ces systèmes et mécanismes qu'on vise déconstruire, tout cela touchant à des relations de pouvoir et de domination ancrées au niveau historique, culturel, social, économique, politique et structurel.

### ***Le genre n'est jamais seul : l'approche intersectionnelle de genre***

Ainsi, la perspective intersectionnelle nous amène à reconnaître et valoriser la « **connaissance située** », c'est-à-dire, une connaissance que les personnes acquièrent à partir de leur position particulière sur ce réseau des systèmes d'oppression et l'expérience vécue de ses impacts. Le concept de « *lugar de fala* » (l'endroit d'où on parle-l'endroit de la dénonciation) utilisé par la philosophe afrobrésilienne Djamila Ribeiro permet de rendre compte des impacts différenciés – selon qui les subit – ainsi que de l'importance de la prise de conscience des situations de privilèges (raciaux, de classe, de genre, d'orientation sexuelle etc.).

Les « connaissances situées » sont les connaissances qu'une personne acquiert à partir de l'expérience vécue des oppressions. Néanmoins, pour devenir une connaissance et donc une ressource, cette expérience doit être conscientisée à partir de la compréhension des systèmes d'oppression. C'est à ce moment-là que l'expérience se dépersonnalise et déculpabilise pour devenir une ressource et une force.

Ainsi, l'analyse évaluative du projet interroge l'intégration de l'approche intersectionnelle au sein du projet et son impact sur les méthodologies et les approches ainsi que sur le processus de l'empowerment des jeunes, adolescent.es et enfants accompagné.es.

## Pertinence : un projet très pertinent et nécessaire vis-à-vis du contexte et des besoins du public ciblé

---

### **Localisation du projet**

Le projet PADSJ se réalise au Burkina-Faso sur deux villes Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Dans chacune de ces 2 villes, deux quartiers d'intervention ont été ciblés. Les deux quartiers ont été choisis pour permettre de développer ce programme pilote et innovant en raison de leur démographie, des services offerts, de la diversité, des établissements, de la connaissance des réseaux associatifs et des relations établies avec les différentes structures de santé, socio-éducatives et d'une base suffisante d'implication de l'association partenaire dans ces quartiers.

**A Ouagadougou, Gounghin**, qui abrite un important nombre d'établissements d'enseignement. Le quartier est fréquenté par un grand nombre d'habitants des communes rurales, il est aussi l'un des quartiers où les jeunes de 10 à 24 ans représentent d'environ 40% des habitants. Le quartier regroupe 10 écoles primaires publiques et 15 écoles privées, qui ont en moyenne 70 élèves, avec 55% de filles et 45% de garçons. 20 collèges et lycées ont été recensés.

Les écoles et collèges initialement incluses dans le projet :

- **L'école de Gounghin Nord D**, secteur 7, 400 élèves, dont 179 garçons et 221 filles. Les classes ciblées de CM1 et CM2 comptent 67 et 53 élèves ayant entre 13 et 15 ans en moyenne. Il existe une association de parents d'élèves. 7 enseignants assurent les cours dans 6 classes allant du CP1 au CM2 de 6 à 15 ans. Il n'y a pas de cours d'éducation à la sexualité dispensés au cours de ce parcours primaire.
- **L'école Nong-Taaba A**, secteur 6, 343 élèves dont 151 garçons et 192 filles. Les classes ciblées de CM1 et CM2 comptent 103 élèves ayant entre 13 et 17 ans. Il existe une association de parents d'élèves. 8 enseignants assurent les cours dans 6 classes allant du CP1 au CM2 de 6 à 17 ans. Il n'y a pas de cours d'éducation à la sexualité dispensés au cours de ce parcours primaire.
- **L'école de Gounghin Nord A**, secteur 7, 427 élèves dont 207 garçons et 220 filles. Les classes ciblées de CM1 et CM2 comptent 67 et 53 élèves ayant entre 13 et 15 ans en moyenne. Il existe une association de parents d'élèves. 8 enseignants assurent les cours dans 6 classes allant du CP1 au CM2 de 6 à 16 ans. Il n'y a pas de cours d'éducation à la sexualité dispensés au cours de ce parcours primaire.

### **A Bobo Dioulasso, Maia intervient dans 02 quartiers - Kuinima Koura et Sarfalao :**

- **Kuinima Koura** est un quartier urbain périphérique et populaire. C'est un quartier qui n'a pas l'accès à des informations sûres sur les DSSR. Il regroupe 10 écoles primaires. Dans la zone, il existe 2 établissements secondaires privés. Plusieurs centres de santé sont localisés à Sarfalao et à Kuinima : le CSPS du secteur 17, le centre de prise en charge des personnes âgées et le CSPS de Bolomakoté.

Les écoles primaires initialement intégrées dans le projet :

- **L'école de Sarfalao**, 103 élèves au CM1 et 97 élèves au CM2. Le collège le plus proche est le Mollo Sanon, où se trouve le siège de l'association MAIA. Le collège dispose d'un dispensaire scolaire. Plusieurs associations sont présentes dans la zone d'intervention de Maia autour de l'école : AME, APE (associations de parents et des mères éducatrices), COGES (Comités de Gestions)
- **L'école de Kuinima** : 684 élèves, dont 370 filles et 314 garçons. Le CM1 compte 128 élèves dont 68 filles et 60 garçons de 13 à 15 ans et un CM2 qui compte 94 élèves de 14 à 16 ans. Il y a 4 collèges à côté. On y trouve également, 1 CSPS (centre de santé primaire) et un centre de santé pour personnes âgées (fréquenté par les jeunes) qui jouxte l'école. A 500m de l'école se trouve un centre jeune

équipé en ordinateurs et tableaux donc très fréquenté par les élèves. L'école a déjà travaillé avec MAIA à travers l'ONG Tackle Africa qui sensibilise parents, enseignants et élèves sur l'excision autour du football. Dans le secteur intervient aussi une association de lutte contre le VIH/SIDA et une association de femmes dénommée BENKADI.

A noter qu'en raison de l'affection de certains pairs éducateur. trices dans d'autres établissements scolaires, de nouveaux pairs éducateur. trices issu.es de nouvelles écoles ont été intégré.es dans le projet notamment à Bobo Dioulasso.

### ***La santé sexuelle et reproductive reste un enjeu majeur de genre pour le pays***

Au Burkina Faso le niveau de la mortalité maternelle reste élevé. En effet, avec 330 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (2017) le Burkina Faso est largement au-dessus de la moyenne mondiale qui est de 211 décès pour 100 000 naissances vivantes et très loin de la cible des ODD qui est de 70 décès pour 100 000 naissances d'ici 2030. Parallèlement, le taux de prévalence contraceptive moderne (TPCM), quoi qu'en soit le progrès (22,5 % en 2015 à 31,9 % en 2020) reste relativement faible, comparativement à la moyenne mondiale évaluée à environ 58%, sachant que le milieu rural est le plus défavorisé avec un TPCM deux fois plus faible qu'en milieu urbain.

### ***La situation des enfants et des adolescent.es***

Les adolescent.es et jeunes qui sont majoritaires dans la population burkinabé sont aussi concerné.es par les difficultés d'accès au SSR. La Santé Sexuelle et Reproductive des adolescent.es et des jeunes permettent de constater certaines disparités de genre (voir l'introduction).

**Dans ce panorama, travailler sur la thématique des droits sexuels et reproductifs** des filles et des garçons est non seulement pertinent mais nécessaire, afin de les faire connaître par les femmes et les filles elles-mêmes, en premier lieu, faciliter leur appropriation et renforcer la dimension collective des droits qui est la revendication

« (Le terrain et les thématiques du projet) c'est légitime et c'est nécessaire – les jeunes sont plus informé.es que nous mais souvent ce n'est pas la bonne information. Les formations se déroulent en confidentialité (ce qui se dit ici on ne répétera nulle part, c'est un préalable pour avoir leur confiance). Mais ce qui se dit montre qu'ils en (des questions liées à la sexualité) parlent, ils.elles ont des expériences – ils.elles sont déjà actif.ves donc doivent avoir l'accès pas seulement à l'information mais aussi aux services » témoignage de l'une des coordinatrices

### ***Pertinence du public ciblé, enfants et adolescent.es, de pair-éducateur.trices et de la cohorte***

Le projet PADSj s'adresse à des enfants (10, 11, 12 et 13 ans) et adolescent.es (14, 15 et 16 ans avec une seule participante de 17 ans à Ouaga). Cette approche paraît pertinente, car pour transformer les normes et les rôles de genre aussi ancrés dans une société, il faut commencer du plus jeune âge, avec des outils et des espaces adaptés, à partir de leur propre expérience, leurs savoirs situés, dans une dynamique collective qui permette leur empowerment multidimensionnel et ainsi une dynamique de transmission entre pair.e.s.

« Le PADSj est construit en tant que **pilote d'une intervention innovante**, positionnant la perspective de genre de façon centrale, capable de sensibiliser les jeunes, à partir des jeunes acteur.rice.s eux.elles-mêmes -dans un principe de formation entre pair.e.s- sur les injustices, discriminations et violences basées sur le genre » TDR de l'évaluation

En effet, l'approche/intention de mettre les enfants et adolescent.es au centre du projet, en tant que principaux protagonistes est très pertinente. L'identification de l'école en tant que lieu du projet afin de suivre la cohorte, l'est également. L'école étant le seul espace où les enfants et adolescent.es ont plus de chances d'avoir une continuité et donc un suivi de cohorte permettant d'observer les changements dans le

temps. Il est à remarquer que le travail avec les enfants non-scolarisés prévu dans la NIONG n'a pas pu être réalisé en raison des contraintes -de temps dû à l'équipe restreinte- et des enjeux que cela implique au niveau de mobilisation et notamment la continuité de ces adolescent.es et jeunes dans le projet.

Par ailleurs, travailler au sein de l'école implique suivre les codes imposés par le ministère, former et accompagner la transformation du corps enseignant également, ce qui était prévu dans le projet.

*“Le ministère de l'enseignement cadre ce qui s'est dit dans les ateliers au sein des écoles. A partir de 14 ans elles peuvent parler de tout mais avant il ne faut pas nommer les relations sexuelles”* Coordinatrice du projet

En termes d'objectifs la proposition du projet de **renforcer le pouvoir d'agir des filles et des garçons à partir de 10 ans** et les suivre -en cohorte - dans le temps (9 ans) semble très pertinente mais également ambitieuse. Pour suivre une cohorte de 9 ans il faut commencer vraiment très tôt avec des enfants de moins de 10 ans afin de les suivre durant toute leur scolarité, ou du moins un groupe noyau. De plus, commencer avec des enfants de l'école primaire implique le risque de les perdre de vue - ou du moins un certain nombre d'entre eux.elles - au moment du passage au collège. Une cohorte moins longue peut-être de 5 ans qui commence dès la première année du collège serait plus réaliste.

*« Actuellement à Bobo le projet a 16 PE (Pair.e.s éducateur.trices), cette année 14 PE quittent l'école primaire pour aller au collège, ...»* Association Maia

L'association Maia a déjà travaillé avec des PE, d'abord elle a formé une grande quantité d'enfants durant deux ans et par la suite l'association a sélectionnée une petite quantité qu'elles ont suivie durant deux ans. Pour le projet PADSj à Bobo Dioulasso ce sont les directeurs des établissements scolaires qui ont choisi les enfants, l'association Maia ne connaît pas les critères appliqués et regrette ne pas avoir plus d'influence sur la sélection des pair-éducateur.trices pour le projet PADSj.

### ***La sensibilisation de parents, des professeur.es et du personnel de santé***

Le projet PADSj, réalise des sessions de sensibilisation/formation avec des adultes-référent.es, il s'agit de mères, pères des PE, de représentant.es des enseignant.es des écoles partenaires, de professionnel.les de la santé des centres de santé situées dans les quartiers où le projet se réalise, de représentant.es religieuses, des membres des associations de parents d'élèves et de mères éducatrices (cas de Ouagadougou), impliquées dans le projet. Ils.elles ont reçu un nombre limité de sessions par an (3-5), ce qui n'est pas suffisant pour avoir une compréhension du genre et du système genre, mais reste pertinent pour défendre le projet et son action durant les entretiens et les ateliers, ce qui était l'objectif visé. En effet toutes les personnes rencontrées ont signalé l'importance de la formation et ont demandé davantage de sessions de sensibilisation/formation notamment avec les parents d'élèves, principalement mères actives.

*« Par exemple moi je suis maintenant très sensible, quand on a formé les parents sur la communication j'ai dit aux formatrices 'qu'est-ce qu'on a comme preuve que les parents communiquent vraiment avec les enfants ?' – donc on est allées sur le terrain et on a demandé à une femme comment elle procédait et on s'est rendu compte que c'était un discours très moralisateur ..... »* membre de l'équipe coordinatrice

En effet, ce besoin voire nécessité a été relevé par le diagnostic territorial mené par les associations MAÏA et RENASAGE ainsi que par les demandes venues directement des habitant.es des quartiers concernés à la suite des interventions précédentes menées par les organisations. Ces demandes ont pu être relevées grâce au diagnostic mené mais également grâce à la confiance et la trajectoire de associations sur le territoire. Leur engagement auprès des communautés, notamment mais pas uniquement des femmes et des jeunes, leur a permis de gagner de la confiance auprès des populations, y compris des hommes et des leaders locaux et religieux. Cela se doit dans une grande mesure à la connaissance et à l'ancrage sur le terrain, ainsi que

l'engagement de longue date des associations burkinabé qui ont contribué à la pertinence des objectifs et des approches promues par le projet PADSj :

« Nous connaissons les réalités (et ça a été prise en compte par nos collègues françaises), au début, pour former les parents nos collègues françaises ont suggéré l'association des parents des élèves mais j'ai proposé directement des parents d'élèves et les parents de l'asso viennent en appui parce que ce sont les structures qui ne fonctionnent pas très bien (les parents ne se sentent pas impliqués) : donc finalement nous avons travaillé directement avec les parents et c'était une approche intéressante : les parents sont au courant de ce qu'on enseigne à leurs enfants, ça créé de la confiance. Même les leaders sont venus nous voir pour demander de leur enseigner ! Ils ont même réclamé ce qu'on n'osait pas tellement de proposer, comme le travail autour du corps, donc c'était super » témoignage d'une des coordinatrices du projet

### **Lorsque les corps parlent : l'outil du théâtre forum utilisé lors de l'atelier avec les pair-éducateur.trices**

Les participant.es ont été partagé.es en deux groupes en fonction de leur âge : les 11-13 ans dans un groupe, et les 14 -16 ans dans un autre groupe. Chaque groupe a été accompagné d'une consultante-facilitatrice. Un premier tour de parole s'est fait dans le respect et l'écoute attentive pour partager les situations de détresse et de violences vécues. Puis le groupe en a identifié une sur laquelle il voulait travailler.

Ensuite, les participant.es ont repris l'histoire pas à pas avec les différents personnages de l'histoire, le groupe l'a mise en scène, analysé, compris, questionné et lorsqu'il était prêt, il a présenté la pièce aux spectac-teurs.trices afin d'initier un dialogue- recherche théâtrale- partagé.

La situation suivante a été travaillée par le groupe de participant.es de 14-16 ans de Bobo Dioulasso.

*Une jeune fille lycéenne se marie, avec consentement, à son amoureux, sa famille lui dit qu'elle attend qu'elle continue ses études, qu'elle est l'espoir de la famille -analphabète-... mais très vite le quotidien de la vie dans la belle famille, les demandes des belles-sœurs, l'exigence de la belle-mère prend le dessus et elle resta seule à tout faire pendant que son jeune mari travaille et voit ses amis. Très vite le couple a un enfant et la situation dévient encore plus difficile pour elle. Au bout de 6 ans la jeune épouse en a marre et le dit à son mari ... le mari lui répond qu'elle peut partir si elle veut mais que l'enfant reste chez lui. Elle part chez ses parents. Le mari prend une deuxième épouse qui maltraite l'enfant. La femme reste seule chez ses parents tout en rendant visite à son enfant.*

On a pu observer la complexité des relations sociales, familiales, le poids de la famille, notamment du père. L'exploitation de la belle fille chez la belle-famille. Avant de commencer le travail sur la pièce tous.tes les participant.es accusaient la jeune femme - « comment elle a pu partir laissant son enfant ! » (participant.es) - à mesure que la pièce se construisait, avec les dialogues proposés par les participant.es eux-elles mêmes, ils.elles ont compris pourquoi la femme était partie, et aussi la façon dont le mari lui a pris son enfant. Comme l'explique Rita Segato, anthropologue féministe argentine « *les femmes nous sommes toujours suspectes* ». Le travail du PADSj est de déconstruire ces stéréotypes et imaginaires ancrés dans les sociétés qui inculpent et responsabilisent les femmes et les filles de tout ce qui leur arrive, tout en, en même temps, limiter leur pouvoir d'agir et de prise de décision, y compris sur leur propre corps.

A Bobo Dioulasso comme à Ouagadougou les jeunes participant.es aux ateliers ont identifié et partagé la violence qu'ils.elles vivent au quotidien, dans les différents espaces de leur vie et à plusieurs reprises. Les situations suivantes ont été mentionnées :

- l'exploitation d'une petite fille, par sa grande mère et sa marâtre, la moquerie de ses frères et la complicité de ses tantes, partagés par les participant.es à Ouaga 11 - 13 ans
- le harcèlement des filles par les garçons au sein de l'école sous les yeux complices des adultes -qui l'ont naturalisé et le prennent en tant que « étape ou rite de passage » pour les garçons- partagés par les participant.es de Bobo 11 – 13 ans
- la violence faite aux femmes, dans le cadre du mariage, la construction des masculinités patriarcales « *je forme mon fils comme mon père m'a formé et comme il a été formé par son père* », témoignage d'un participant adulte-référent

### Conclusion :

Le projet PADSj est un projet très pertinent tenant compte des nécessités et défis du contexte et notamment des quartiers choisis tant à Ouagadougou comme à Bobo Dioulasso. Le partenariat entre les trois associations, basé sur une expérience historique, a permis de valoriser les expériences et champs d'expertises de chacune des associations.

La particularité du projet PADS'j – en comparaison avec des projets précédents menés dans le même partenariat – est de travailler avec les enfants, adolescent.es et jeunes à partir de 10 ans. Le choix de ce public paraît très pertinent au regard des enjeux liés à l'accès effectif aux droits et à la santé sexuelle et reproductif et leur articulation avec l'impact des systèmes d'oppression notamment le patriarcat et l'adulte-centrisme. Comme l'a montré le travail de terrain mené lors de la mission dans les deux villes du projet, les violences ancrées dans ces systèmes d'oppression sont présentes et subies par des jeunes au niveau quotidien sans qu'elles soient questionnées ou encore remise en cause ni dans le quartier, ni dans la famille ni à l'école.

De même, les approches choisies pour aborder les thématiques et travail avec les jeunes, en particulier l'approche par paire-éducation, suivi d'une cohorte ou l'approche par « bassin de vie », mises en œuvre dans la perspective intersectionnelle de genre, se montre très pertinentes et nécessaires pour pouvoir accompagner un processus d'empowerment multidimensionnel des jeunes pair-éducateur.trices. Néanmoins, elles sont également relativement exigeantes en termes de préparation méthodologique, trans-formation des personnes chargées de sa mise en œuvre (formatrices et animatrices), possibilité réelle de suivi à long-terme ou encore le temps et fréquence des activités. Dans ce sens, l'expérience acquise lors de cette première phase du projet apporte des enseignements précieux pour être pris en compte lors de la construction de la phase suivante.

## Cohérence : un projet pilote qui a permis de mettre en évidence la profondeur des enjeux et l'importance des approches et méthodologies adaptées

---

### *Des objectifs du projet cohérents avec les besoins des populations et quartiers choisis*

Comme démontré précédemment, les objectifs spécifiques du projet à savoir : **i) renforcer les jeunes filles et garçons sur leurs droits et SSR, le VIH/sida et en faciliter l'acceptation sociale, ii) améliorer l'accès à des services adaptés pour les jeunes en matière de droits sexuels et reproductifs et le VIH/sida et iii) renforcer la société civile pour assurer un changement pérenne en matière de DSSR et VIH/sida au niveau local et national** sont pertinents ainsi que cohérents avec les besoins des populations et des quartiers d'intervention choisis. En effet, à Bobo Dioulasso l'association MAÏA a sélectionné des zones d'intervention en se basant sur leur expérience et connaissance des quartiers, ainsi que sur la confiance acquise auprès des populations, y compris les leaders d'opinion et religieux. Cette expérience et connaissance des contextes locaux et des enjeux spécifiques à chaque quartier de la part des associations partenaires a été un effet clé de la cohérence entre les objectifs et les interventions proposées et les besoins des populations. Ces expériences, connaissances et expertises mais également les connaissances situées des coordinatrices, formatrices et animatrices du projet ont largement contribué la cohérence des activités et des résultats obtenus du projet avec les besoins des populations, mais également à la manière dont les thématiques ont été abordées au sein des quartiers, auprès des parents, des habitant.es du quartier mais également des leaders d'opinion et des leader religieux soit adaptée aux enjeux tels que le manque de confiance, suspicion de « corrompre » les mœurs etc.

« Je pense que les gens, y compris les leaders, nous ont bien acceptées et nous ont même demandé d'intervenir, parce que nous étions toujours honnêtes. On a toujours présenté le programme aux leaders et aux parents pour qu'ils.elles sachent vraiment ce qu'on dit à leur enfants » L'une des coordinatrices

### **Un projet qui met à l'épreuve des méthodologies et stratégies d'intervention des organisations partenaires**

Sensibiliser les adolescent.es, jeunes, filles et garçons, sur les constructions sociales -si ancrées et portées par la société dans son ensemble et par eux.elles-mêmes - entre lesquelles la sexualité et les DSSR et VIH – est un processus complexe. Il nécessite des rencontres régulières et rapprochées dans le temps, nécessite d'analyser et questionner les mécanismes de production et reproduction -utilisés par le patriarcat – tels que l'éducation, le travail et/ou les jeux. Ainsi, il s'agit nécessairement des processus ancrés dans le temps - d'où l'importance de prévoir l'accompagnement des adolescent.es en termes de cohorte- qui doivent être outillés par des outils adaptés, facilités par des personnes formées et accompagnés d'un travail avec les personnes clé de l'entourage des enfants et des adolescent.es. Dans ce sens, les approches privilégiées dans le cadre de PADSj à savoir approche par paire-éducation, le principe de suivi de cohorte ou l'approche par « bassin de vie » semblent fondamentales et cohérents pour pouvoir générer des transformations durables.

Tel que mentionnée antérieurement, le projet PADSj s'est proposé de travailler avec un public nouveau tant pour les organisations burkinabé chargées de sa mise en œuvre sur le terrain (notamment pour RENASAGE) comme pour le Planning Familial chargé de la coordination du projet au niveau international, ainsi que des formations des formatrices. S'agissant du projet pilote, il a été alors l'occasion d'expérimenter et de développer de nouvelles approches/méthodologies.

Il se pose la question de la cohérence entre les approches et méthodologies du projet et la valorisation des expériences, expertises et connaissances situées de l'ensemble des partenaires, notamment des partenaires burkinabé connaisseur.es du contexte (approche décoloniale). En effet, certaines ont été prises en compte et valorisées comme par exemple l'approche par « bassin de vie » et notamment le travail avec les parents : « *L'idée d'impliquer les parents – très cohérente par rapport aux objectifs du projet, – c'était elles (les partenaires burkinabé) qui ont décidé et c'était une bonne idée, ça a facilité les choses* » (membre de l'équipe du MFPP), d'autres auraient mérité d'être d'avantage capitalisées comme c'est le cas de l'expérience de travail par la cohorte.

L'association MAÏA comptait non seulement avec l'expérience de travail avec les enfants, adolescent.es et jeunes mais également avec une approche « par cohorte ». Comme l'a expliqué la coordinatrice de l'Association, cette expérience ultérieure les a amenées à reconnaître l'importance de « préparation » des pair-éducateur.trices à travers un processus de pré-sélection lors des séances de sensibilisation, puis de formation : « *L'idée de cohorte est une expérience intéressante. Nous l'avions testée avant. Au niveau de primaire on travaillait avec des enfants à travers les causeries, on ne les désignaient pas encore pair-éducauter.trices. Puis au collège – où ils.elles sont pour 4 ans – on a identifié les pairs-éducateur.trice.s mais on ne les nommait pas encore comme ça. Cependant on les formait. Et à partir du secondaire on les désignait comme pairs-éducateur.trices. Comme ça, il y a moins de risque de les perdre, il faut que ça soit une action continue* » (Association MAÏA). Dans le cadre du PADSj l'approche par cohorte – la désignation et formation des pair-éducaiteur.trices – commence à la fin l'école primaire ce qui peut impliquer des risques – confirmés lors de la première phase du projet – de perdre certain.es d'entre eux.elles notamment au passage entre le primaire et le secondaire (collège) : « *Maintenant je me rends compte que ça aurait été mieux de les (pair-éducateur.trices) prendre à partir du 6<sup>ème</sup>, d'abord faire des actions ponctuelles et graduer (sensibilisation auprès un nombre relativement important, puis à identifier – former – puis ils.elles deviennent réellement pair-éducateur.trices pour travailler avec leurs camarades : mais seulement à partir de la seconde* » (l'une des coordinatrices du projet).

Tel que soulevé par les organisations burkinabé à plusieurs reprises, l'un des plus grands apports de la collaboration historique (depuis presque 20 ans) avec le MFPP est la méthodologie de l'éducation populaire.

Celle-ci développée notamment à travers les groupes de parole, les causeries mais également des jeux de rôles et de théâtre a été transmise – progressivement et depuis la collaboration dans le cadre des projets précédents – par le MFPP aux futures formatrices des partenaires burkinabé. Ainsi, ce sont les formatrices burkinabé qui ont ensuite formé des animatrices et animateurs – même si ces derniers sont encore très rares – qui réalisent le travail avec le public sur le terrain, comme dans le cadre du projet PADSj (formation en cascade).

L'éducation populaire, ancrée dans le travail des théoricien.nes et praticien.nes tels que le sociologue Paulo Freire mais développée et adaptée par beaucoup sur différents continents, repose sur le dialogue et la remise en cause de l'enseignant.e – en tant que celle.celui qui transmet les connaissances – car dans la conception de l'éducation populaire le processus d'apprentissage est conçu en tant qu'un processus **dialectique – praxis** – basé sur une réflexion critique et l'action : « **réflexion et action sur le monde afin de le transformer** » (Paulo Freire). Par conséquent, dans cette approche, les processus de trans-form-action doivent permettre aux personnes impliquées de se construire en tant que sujets politiques et (auto)-réflexifs, capables de transformer le monde qui les entoure, d'établir des relations réciproques avec d'autres personnes et plus généralement le monde humain et non humain dont ils.elles font partie, en un mot de devenir protagonistes de leur vie et de leur communauté. Il s'agit bien d'une éducation libératrice et émancipatrice, mais également d'une posture politique et d'une méthodologie et stratégie d'intervention. Ainsi, les actions – formations – menées dans cette approche ont vocation à devenir des espaces et actes émancipateurs et libérateurs tant pour les « apprenant.es » (pair-éducateur.trices, adultes de l'entourage) que pour celles qui les accompagnent (les formatrices, les animatrices, les coordinatrices).

Comme l'ont soulevé les partenaires, la méthodologie basée sur l'éducation populaire a été très appréciée par les équipes ainsi que les participant.es car cohérente et efficace vis-à-vis des objectifs du projet qui visent l'empowerment des adolescent.es et jeunes pair-éducateur.trices :

*« La démarche du MFPP a toujours été une démarche qui a plu aux bénéficiaires. Après les causeries avec les directeurs etc. on nous a dit 'ouf, pour une fois on a bien compris'. (...) au départ ça n'a pas été facile (2003) car les animatrices avaient une approche très différente, elles étaient habituées à quelque chose plus passif et descendant. La méthodologie de MFPP est une méthodologie très participative, toi-même tu construis ton module donc c'est l'animatrice qui va définir son objectif, qui va construire des outils : il n'y a pas quelque chose de construit en avance qu'on va te donner. Vous construisez, vous exposez et c'est toujours à partir de vos réalités » (l'association partenaire)*

Si la méthodologie d'éducation populaire est sans aucune doute très cohérente et efficace par rapport aux objectifs du projet, avec les participant.es, ainsi qu'avec les relations partenariales, le projet PADSj l'a mise à l'épreuve, en raison de la spécificité et de la « nouveauté » du public ciblé mais également en raison des aspects organisationnels et budgétaires du projet (voir Efficience). Concernant la spécificité du public, comme l'ont remarqué les animatrices et formatrices -rencontrées lors de la mission du terrain- si les principes d'éducation populaire ont été tout à fait appropriés au projet et ont permis de travailler des thématiques encore largement taboues dans la société burkinabé, notamment la sexualité, en même temps elles manquaient d'outils concrets qui leur permettraient de mieux les mettre en œuvre. Ainsi, suite aux ateliers menés par l'équipe évaluatrice dans le cadre de la mission du terrain, a surgi une demande d'outils et de références qui leur permettraient d'approfondir le travail tant avec les pair-éducateur.trices qu'avec les adultes-référent.es.

*« Les animatrices/formatrices ont apprécié la découverte de nouveaux outils utilisés et ont demandé leur transmission car elles en ont besoin pour la communication avec les enfants – pour qu'elle soit toujours plus libre – pour pouvoir être plus à l'écoute – un vrai échange en accord avec les principes d'éducation populaire »* équipe évaluatrice, notes de terrain

En effet, les démarches et méthodologies de base - ne pas imposer les thématiques par avance et les causeries et groupes de parole - sont tout à fait cohérentes avec l'éducation populaire et, comme cela a été

soulevé par les associations partenaires, ont joué un rôle clé dans le projet, ainsi que dans les projets antérieurs menés en partenariats avec MFPPF. Etant donné que le travail est réalisé dans une société profondément adulte-centrée, les méthodologies sont toujours en développement et approfondissement. En effet, en dépit de la bienveillance et professionnalisme des animatrices, et leur envie de s'approcher des pair-éducateur.trices pour créer de la confiance, ce n'est pas facile de sortir (tout au moins aux yeux des enfants, adolescent.es et jeunes accompagné.es) du rôle de « professeur.es » et les pair-éducateur.trices du rôle des « élèves ». D'ailleurs, une partie des animatrices sont enseignantes de profession ce qui est, d'une part, un gage pour la communication avec les enfants et les adolescent.es et jeunes, et d'autre part un désavantage, car ce rôle implique une hiérarchie qui s'installe dans les relations avec les « étudiant.es ». Le principe fondateur de l'éducation populaire posé par Paulo Freire (1970) : « *Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes (êtres humains) s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde* » (Freire, 1970), implique en effet la reconnaissance et valorisation des saveurs situés des pair-éducateur.trices, ce qui est contre-intuitif dans des sociétés patriarcales et adulte-centristes – tant au Burkina Faso qu'en France – et encore plus dans des milieux tels que le milieu scolaire qui reste un espace d'hiérarchisation adulte/enfant-adolescente-jeune par excellence. Ainsi, si chaque formation des formatrices a été l'occasion du partage, de l'expérimentation et de transmission des outils concrets, il y a un besoin de davantage d'outils qui permettent aux animatrices de créer la confiance et faciliter les débats dans un esprit d'échange et d'apprentissage mutuel afin de dépasser des relations hiérarchiques et des pratiques qui sont systémiques : relations enseignant.es /élèves.

Comme l'ont montré les ateliers menés dans le cadre de la mission de terrain, sans outils adaptés et un processus progressif, dans un contexte adulte-centriste qui met les enfants, adolescent.es et jeunes dans une situation de désempowerment, parler à des adultes est difficile. Cela amène les équipes du projet PADSj à se questionner sur leur position de pouvoir conférée de fait par le patriarcat et l'adulte-centrisme, afin de la déconstruire. Cette déconstruction est fondamentale afin d'être capables de construire – avec les pair-éducateur.trices - des stratégies qui permettraient de mener le travail auprès de l'entourage des jeunes, avec les enfants et adolescent.es eux.elles-mêmes, depuis leur place, en tenant compte de leurs savoirs situés.

### ***Dans quelle mesure la conception et l'écriture du projet ainsi que sa mise en œuvre ont-elles été cohérentes avec l'approche décoloniale ?***

Le projet est réalisé dans le cadre d'un partenariat entre une association du Nord (Planning Familial) et des associations burkinabé (du Sud) partenaires de longue date (depuis 20 ans) : le réseau RENASAGE et l'association MAÏA, actrices reconnues et ancrées dans le territoire, avec des expériences et connaissances théoriques, pratiques, militantes et expérientielles du contexte.

Ce partenariat et son fonctionnement s'inscrit dans la volonté du Planning Familial – formalisée lors de son 31e congrès (novembre 2022) – de mener une action internationale portée par **une réflexion décoloniale**, en accord avec les valeurs du mouvement qui se veut « politique, féministe, d'éducation populaire, intersectionnel, subversif, mobilisé pour l'égalité et pour l'accès à la santé sexuelle et reproductive de tout.e.s. »<sup>2</sup>. Ces réflexions sur l'approche décoloniale sont arrivées alors au bout de 2 ans du programme PADSj, la raison pour laquelle elles n'ont pas été intégrées que très peu au projet lui-même, mais étant un projet pilote il sert d'apprentissages qui seront intégrés dans la deuxième phase du projet.

« Une réflexion décoloniale » implique nécessairement l'analyse et la compréhension de la colonialité dans les contextes donnés (au Nord et au Sud), ainsi que sa relation avec le genre et le patriarcat, celui qui assujettit la sexualité – notamment la sexualité des femmes – au domaine public et surtout la volonté de (certains) hommes et des structures et institutions marquées par le patriarcat et la domination adulte-masculine. Selon le sociologue péruvien et l'un des fondateurs du concept de la colonialité, Anibal Quijano,

<sup>2</sup> Communiqué publié sur le site internet de PF, le 7 novembre 2022, accessible sur : <https://www.leplanning13.org/31e-congres-du-planning-familial/>, consulté le 27 avril 2023

la colonialité – plus qu’une théorie – est une perspective, « *une lecture du monde qui affirme que l’ordre colonial n’a jamais disparu. (...) Le concept de colonialité fait référence à l’ordre colonial qui persiste en dépit de la fin formelle du colonialisme* »<sup>3</sup>. La colonialité implique la subordination des savoirs, des corps, des subjectivités (de l’être), du pouvoir et des territoires à partir des critères imposés par l’eurocentrisme et forgés par la conquête et colonisation européenne. La colonialité est étroitement liée au patriarcat et l’ordre des inégalités basées sur le genre. D’où l’importance de la perspective intersectionnelle de genre qui reconnaît que la situation des femmes/filles mais également des hommes/garçons est profondément conditionnée par l’articulation du genre avec d’autres facteurs structurels et historiques tels que la race (racialisation), la classe sociale ou l’âge.

La colonialité est en effet un ordre de domination et d’hiérarchisation reproduit à travers de nombreux mécanismes – souvent difficilement tangibles et identifiables – le silence et la non-écoute en étant un exemple. En relation à la colonialité, l’écrivaine, psychologue, théoricienne et artiste interdisciplinaire portugaise Grada Kilomba soulève dans ses œuvres les questions suivantes : Qui peut parler ? Qui ne le peut pas ? Et surtout, de quoi peut-on parler ? Quels sont les savoirs reconnus comme tels ? Et quels sont ceux qui ne le sont pas ? Quels sont les savoirs qui font partie des agendas et des programmes officiels ? Quelles sont les connaissances qui ne font pas partie de ces programmes ? À qui appartiennent ces connaissances ? Qui est reconnu comme détenteur du savoir ? Et qui ne l’est pas ? Qui peut enseigner le savoir ? Qui peut produire des connaissances ? Qui peut l’exécuter ? Et qui ne le peut pas ?<sup>4</sup>

Ainsi, intégrer la réflexion décoloniale au PADSj implique d’être vigilant.es vis-à-vis des questions soulevées et de développer des approches, de modes de fonctionnement et de relations, des méthodologies et des outils qui contribuent à déconstruire les relations hiérarchiques marquées par la colonialité et à réaliser le projet dans des relations horizontales et égalitaires à tous les niveaux. Pour cela est nécessaire de reconnaître et valoriser les connaissances situées des partenaires locaux mais également des participant.es, notamment des adolescent.es et des jeunes filles et garçons accompagné.es. Dans ce sens – et en rappelant qu’il s’agit d’un projet pilote qui offre un vaste champs d’apprentissage pour l’ensemble des parties et acteur.trices impliqué.es – il est important d’interroger la cohérence des approches et des pratiques du projet avec l’approche décoloniale, même si le projet en tant que tel n’avait pas l’ambition de l’intégrer.

Le projet PADSj est le résultat d’un partenariat de longue date plein d’apprentissages et de découvertes mutuelles. Ainsi, selon les témoignages des coordinatrices et des formatrices impliquées dans le partenariat depuis son début, l’idée de mener le projet PADSj est surgie dès 2016, cependant, en raison de manque de financement, puis la recherche de co-financement à la hauteur de 55% du budget du projet, assumée par le MFPP, et des changements et certaine méfiance vis-à-vis des projets menés à l’international de la part de MFPP en interne, ce n’est qu’en 2020 que le projet est finalement élaboré.

« Au début – une grosse partie de mon travail représentait la recherche des fonds : ça a été difficile. Par ailleurs, il était nécessaire de communiquer en interne sur l’intérêt des programmes internationaux. » Coordinatrice du projet

Par conséquent, si le projet se fonde effectivement sur des discussions et un processus collectif de co-construction entre les trois associations partenaires – MFPP, MAÏA, RENASAGE – la partie d’écriture du projet, ainsi que l’élaboration du budget ont été essentiellement élaborées par l’équipe du MFPP à l’aide d’une consultante externe, puis soumise aux commentaires et suggestions aux partenaires burkinabé.

<sup>3</sup> Conférence de Rita Segato intitulée : **La nécessité de comprendre le pouvoir pour activer. Violence, genre et colonialité**, l’Université National de Général Sarmiento, Argentine, décembre 2022, accessible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=7yzeAdAkmEk>, consultée le 25 avril 2023

<sup>4</sup> Grada Kilomba, conférence-performance : « **Descolonizando o conhecimento** » accessible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=iLYGbXewyxs&t=437s>, consulté le 23 avril 2023

« On a discuté avec le Planning Familial et tout et comme je vous ai dit on a prévu ce projet depuis longtemps mais après c'est le Planning Familial qui l'a écrit – on nous l'a envoyé, on l'a lu et on a fait nos remarques » l'une des coordinatrices

Les entretiens avec l'ensemble des parties laissent comprendre le pourquoi de cette procédure, notamment le manque de temps et de personnel de la part du Planning et le besoin de répondre aux attentes du bailleur principal. D'ailleurs, en dépit des relations partenariales qui se veulent horizontales, la position de l'organisation du Nord est biaisée par son rôle de « bailleur » - l'interlocutrice avec des bailleurs financiers du projet, notamment l'AFD. Cette position implique nécessairement des rapports de pouvoir et souligne l'importance du développement des stratégies et mécanismes pour les dépasser.

« (L'approche décoloniale) n'est pas un objectif affiché depuis le démarrage (du projet), cette ambition est arrivée au fur et à mesure. Notamment parce qu'à l'occasion du Congrès MFPP de 2022 a été menée une réflexion sur la décolonisation des pratiques. Donc cette réflexion est arrivée au moment où le projet était déjà à sa deuxième année. Néanmoins, pour nous c'est important de l'intégrer à l'évaluation pour le prendre en compte pour les prochaines phases – réfléchir sur les méthodologies, les outils etc. Historiquement, le MFPP a toujours mené les projets à l'international avec ses partenaires locaux, on n'a jamais eu d'expatrié.es. Mais la difficulté est toujours le lien monétaire – le rôle du « bailleur » - qui impose un lien hiérarchique » L'une des coordinatrices du projet

De même, les termes-mêmes utilisés dans l'écriture du projet montrent cette tension et les multiples aspects et défis d'une approche décoloniale : tandis que les bailleurs français attendaient un projet sur « l'éducation sexuelle complète » pour les partenaires burkinabé ce terme a représenté un risque de veto de la part des autorités locales et nationales car il ne respecte pas la politique nationale qui interdit de parler de la sexualité aux jeunes au-dessous de 14 ans. Les associations burkinabé ont dû alors faire preuve de créativité et négocier avec les acteur.trices sur le terrain afin de ne pas mettre le projet en péril :

« Au Burkina – on dit ici que l'aborder (la sexualité) c'est pousser le jeune à l'acte - car chez nous, on s'approche des jeunes différemment, ils.elles sont perçu.es comme quelqu'un irresponsable. Ainsi, il est assumé que si on parle de la sexualité avec les jeunes on les pousse à l'acte. (...). De même, au début, l'idée (en France) était de créer un groupe whatsapp, une page facebook. Chez nous on ne le fait pas, on ne donne pas de numéros (de téléphone), pas de question qu'ils.elles (pair-éducateur.trices) animent une page facebook comme c'était prévu par les partenaires français (donc il a fallu adapter au contexte local) ». L'une des coordinatrices

## Conclusion :

L'évaluation externe a permis de montrer que les approches et méthodologies choisies sont cohérentes avec les objectifs et les résultats attendus du projet. Si la méthodologie d'éducation populaire est sans aucun doute très cohérente et efficace par rapport aux objectifs de projet, aux participant.es ainsi que pour les relations partenariales, le projet PADSj l'a mise à l'épreuve en raison de la spécificité et la « nouveauté » du public ciblé : les enfants, adolescent.es et jeunes. Comme l'ont remarqué les animatrices et formatrices, si les principes d'éducation populaire ont été tout à fait appropriés au projet et ont permis de travailler des thématiques encore largement taboues dans la société burkinabé, notamment la sexualité, en même temps elles manquaient d'outils concrets qui leur permettraient de mieux les mettre en œuvre afin de toujours mieux accompagner le processus émancipateur et libérateur des pair-éducateur.trices pour qu'ils.elles soient en mesure de devenir les protagonistes de leurs vies et d'impacter leurs pairs et leur entourage.

Finalement, même si le projet ne l'avait pas posé en tant qu'une approche fondatrice, en accord avec les TdR, l'évaluation a également évalué la cohérence du processus de la construction et l'écriture du projet avec l'approche décoloniale. En effet, si le projet se fonde dans le partenariat historique entre les trois associations (MFPP, RENASAGE, MAÏA), source des riches apprentissages mutuels, et des discussions collectives entre les 3 associations, au moment de la naissance du projet, pour des raisons diverses, l'écriture du projet a été faite de manière moins équilibrée, ce qui a d'ailleurs eu un impact sur certains aspects notamment la

budgetisation (voir Efficience). Ainsi, cette expérience sert d'une leçon apprise pour la co-construction de la 2<sup>ème</sup> phase du projet qui, pour être menée dans l'approche décoloniale, doit intégrer l'ensemble des partenaires et assurer une écoute active ainsi que la participation effective à la prise de décisions tant de l'organisation du Nord comme des associations du Sud, connaisseuses du terrain. Ceci a été déjà mise en œuvre lors de la planification de la phase 2 du projet qui a été faite avant même de recevoir l'évaluation en raison des calendriers imposés pour qu'il n'y ait pas de « rupture » entre le PADSj et sa prochaine phase.

## Efficacité et impact : un projet pilote qui met en évidence l'importance du processus amorcé

---

Evaluer l'efficacité et l'impact du projet PADSj implique, non seulement d'évaluer l'atteinte des indicateurs prévus mais également sa capacité et son potentiel à atteindre ses objectifs. Afin d'y parvenir, pour des raisons explicitées auparavant, il est important que les pair-éducateur.trices participent à un processus de renforcement de pouvoir d'agir multidimensionnel (cognitif, relationnel, sociétal/politique, transversal), ce qui implique un travail à long terme tant au niveau des pair-éducateur.trices eux.elles-mêmes que de leur entourage.

Les dimensions les plus visées par le projet ont été la dimension cognitive et la dimension transversale de l'empowerment multidimensionnel. La dimension transversale, dans le cadre du projet PADSj, concerne l'accès à l'information et à la connaissance des droits, notamment ceux concernant la santé sexuelle et reproductive. Il s'agit d'une dimension transversale, car elle constitue une condition pour toutes les autres dimensions d'empowerment. Dans le cadre du projet PADSj, à part la connaissance et la capacité d'exigence de leurs droits par les jeunes concerné.es, assurer le respect des droits et l'accès aux services adéquats et adaptés aux jeunes est une condition indispensable. D'où l'importance de travailler au niveau du personnel de santé comme le projet PADSj le propose. De même, à travers l'approche pair-éducation, le projet vise à accompagner l'empowerment des enfants, adolescent.es et jeunes au niveau relationnel et sociétal/politique, dans le sens où ils.elles sont censé.es d'acquérir les connaissances et développer la capacité de défendre et appliquer leurs droits, mais également de partager ces apprentissages avec leurs pair.es et les adultes de leur entourage.

### ***Efficacité et l'impact du travail avec les pair-éducateur.trices et les enfants, adolescent.es et jeunes dans les écoles concernées***

Des pair-éducateur.trices renforcé.es et motivé.es

L'évaluation – notamment à travers le travail de terrain et les entretiens – a montré que le projet a produit des résultats visibles au niveau des pair-éducateur.trices, notamment en comparaison avec leurs pair.es qui ne font pas partie du projet. Ils.elles sont renforcé.es, notamment au niveau cognitif car ils.elles démontrent une forte confiance en soi, mais également dans la dimension transversale : ils.elles possèdent plus de connaissances concernant les DSSR, et ont également la capacité d'identifier les violences et abus subis, et commis par des adultes – référent.es (professeurs, parents, autres membres de leur famille). De même, une grande amélioration de la capacité de s'exprimer et prendre la parole en public ainsi qu'une amélioration des résultats au niveau scolaire ont été constatées.

*« Pour les ateliers d'évaluation, un groupe d'environ 12 enfants et adolescent.es PE et une dizaine d'enfants et adolescent.es -du même âge que les PE- mais qui ne participent pas au projet a été constitué. Ceci afin d'avoir un point de comparaison et un point de repère pour observer l'impact du projet sur les PE. Ainsi chez les PE il a été observé plus d'assurance dans la prise de parole, d'aisance durant l'atelier, des connaissances, la capacité de nommer les situations, d'identifier des problèmes dans les différents espaces du projet. De même, durant les ateliers, les pair-éducateur.trices ont partagé ce que la participation au projet leur a apporté : une meilleure capacité de prise de décisions, savoir dire non, éviter les « mauvais comportements », prendre soin de soi (au niveau d'hygiène), connaître son corps, ne pas désobéir aux parents » . L'équipe évaluatrice – notes de terrain*

**Les ateliers menés avec les jeunes éducateur.trices et leurs pair.e.s ont montré que :**

- **Les pair.éducatur.trices heureux et fier.es** d'appartenir au projet et d'être des pair.es éducateurs.trices

- **Les PE plus renforcé.es** que les autres enfants et adolescent.es de leurs quartiers au niveau de leur droits, de la prise de parole, de la conscience vis-à-vis des violences subies
- **Les PE, notamment les filles, connaissent par cœur les arguments** pour l'égalité des filles et des garçons
- **Les PE sont capables d'identifier les violences et abus** subies, et commises par des adultes – référent.es (professeurs, parents, autres membres de leur famille, ..) *au contrario* des adultes – référent.es qui ne les voient pas parce qu'ils.elles les ont essentialisées
- **Les PE sont lucides vis-à-vis de la difficulté des adultes à les écouter**
- **Les jeunes, adolescent.es et enfant vivant quotidiennement des violences, abus et harcèlement, invisibles aux yeux des adultes, voire essentialisées.**
- **Les PE ont une forte envie, voire nécessité de transformation et de justice sociale**



Jeu créé pour l'atelier avec les enfants et adolescent.es

### **Identification des problèmes dans les différents espaces où se réalise le projet**

**Lors des ateliers d'évaluation menés avec les jeunes, adolescent.es et enfant a été, entre autres, utilisé un jeu de société créé à cet effet.** Celui-ci a amené les participant.es à identifier des problèmes qu'ils.elles vivent dans des différents

espaces sur lesquels le projet se propose d'agir.

Les problèmes identifiés par les jeunes, adolescent.es et enfants étaient les suivants :

**Espace École :** violence à l'école, le maître frappe les élèves, les élèves se frappent entre eux.elles

**Espace Quartier :** une fille qui vit loin de l'école et doit marcher longtemps seule, il y a beaucoup d'hommes au chômage dans son chemin, ils l'abordent, elle a peur, est mal à l'aise...

**Espace Centre de Santé :** mauvais accueil, traitement des malades, pas assez d'infirmières...

**Espace maison :** violence domestique entre parents et entre frères et sœurs, des insultes des grands envers les petit.es frères et sœurs...

### **Nécessité de renforcer la dimension relationnelle/politique de l'empowerment : être outillé.es pour pouvoir assumer le plaidoyer**

Les résultats constatés par l'évaluation montrent un effet clair du projet. Pourtant, étant donné le caractère transformatif des objectifs, il est important d'approfondir et d'ajuster le travail avec les pair-éducateur.trices afin d'atteindre des changements au niveau des valeurs et de la compréhension plus profonde quant aux facteurs de violences et de souffrances que les enfants, adolescent.es et jeunes subissent et qui sont ancrées dans des systèmes de domination tels que le patriarcat, le capitalisme, la colonialité, l'hétéronormativité mais également l'adulte-centrisme. Ainsi, à travers les activités menées, il est important de mettre l'accent sur la déconstruction des normes d'inégalité et d'exclusion afin de donner une plus grande profondeur et amplitude dans les animations et relations avec les enfants, adolescent.es et jeunes. Ceci est crucial également car les pair-éducateur.trices ont une tâche difficile – celle de multiplication et partage de leurs connaissances avec leurs pair.es ainsi qu'avec les adultes de leur entourage (plaidoyer). Or, il ne s'agit pas d'une tâche facile et ils.elles rencontrent déjà des réactions de refus voire des moquerie. Ainsi, s'ils.elles n'ont pas de bonne compréhension et conscience des systèmes d'oppression et des causes profondes de ces violences, et s'ils.elles ne disposent pas d'outils, de méthodologies et de légitimité suffisante, les réactions rencontrées peuvent avoir un effet négatif sur leur estime de soi et leur volonté d'engagement, en même temps qu'elles ne seront pas en mesure d'avoir un impact sur leur entourage car ne seront pas suffisamment reconnu.es, valorisé.es et écouté.es.

« J'ai parlé à ma mère et elle m'a répondu : 'tu me casses les oreilles' » témoignage d'une jeune pair-éducatrice, participante à l'atelier d'évaluation

### Importance de la dimension collective de l'empowerment

Il est également important que les pair-éducateur.trices puissent davantage former un groupe/un collectif et développer la dimension relationnelle de l'empowerment. En effet, dans la première phase du projet, les pair-éducateur.trices ont été dispersé.es dans plusieurs classes et établissements ce qui a, avec les départs de certain.es d'entre eux.elles, empêché le travail en groupe, avec, parfois, seulement un.e ou deux élèves par l'école. Ceci affecte l'efficacité du processus d'une part, parce que le temps et les efforts des animatrices doivent être dispersés entre les groupes, et d'autre part, le niveau collectif du processus d'empowerment multidimensionnel. En effet, les pair-éducateur.trices ne se connaissent pas nécessairement et n'ont pas d'espaces communs dans lesquels ils.elles pourraient partager leurs expériences et cocréer les stratégies.

### Les défis de l'approche par cohorte

Un autre problème rencontré, notamment par l'association MAÏA, et en relation avec le suivi de la cohorte. L'entrée successive des enfants et adolescent.es au projet implique de revenir sans cesse en arrière sur les thèmes de formations déjà réalisées, mais, surtout, empêche la cohorte de se consolider. En effet, lors de l'atelier terrain de la mission d'évaluation, il y avait des PE qui y étaient depuis le début du projet et d'autres (moins nombreux.ses) qui participaient depuis quelques mois. Ainsi, les consultantes ont constaté des disparités entre la préparation, connaissance et niveau de prise de conscience entre les pair-éducateur.trices. Néanmoins, il faut redire que malgré le peu de temps passé dans le projet, -tant pour ceux et celles qui y sont depuis le début du projet que pour ceux et celles dernièrement arrivé.es- durant les ateliers d'évaluation, il a été constaté une différence entre les pair-éducateur.trices et les autres enfants et adolescent.es invité.es.

« Les directeurs désignent les pair-éducateurs mais ça ne nous convient pas trop, si on commence avec tout le monde on peut identifier ceux qui sont très intéressés. En effet, ils.elles sont venu.es nous voir (après la sensibilisation) mais nous ne pouvions plus les intégrer donc pour la prochaine fois c'est nous qui voudrions choisir les PE »

« En année deux on a perdu certain.es (PE) et je trouve que le nombre (initial) était insuffisant et notamment parce qu'il faut prévoir qu'on va en perdre quelques-un.es. Parfois il n'y a qu'un.e élève dans un établissement (...). On ciblait les enfants selon le quartier mais certains sont parti.es. »

Témoignage des coordinatrices

### Effacité et impact au niveau des organisations partenaires

Renforcement mutuel

Comme mentionné auparavant (voir Cohérence), le projet est ancré dans un partenariat de longue date ainsi que dans une longue expérience et légitimité des organisations partenaires burkinabé. Dans ce sens le projet a contribué au **renforcement mutuel – notamment au niveau méthodologique – entre les trois organisations partenaires (RENASAGE – MAÏA – MFPP)**. Ce renforcement s'est fait tant au niveau méthodologique que technique, grâce aux formations, mais surtout grâce au partage d'expériences et d'apprentissage sur le terrain – avec les enfants, adolescent.es et jeunes- ainsi que grâce aux retours des expériences, la qualité des relations entre les coordinations de MAÏA et RENASAGE ou les réunions de coordination internationale. Cependant, lors de l'évaluation, les différentes actrices ont également regretté que ces espaces d'échanges et d'apprentissage collectif ne soient pas plus fréquents et approfondis. Pour cela, il est en effet important de dédier davantage de ressources – au niveau de budget et de temps – pour ces espaces collectifs qui sont très importants. D'ailleurs, si la communication et partage d'expérience entre les coordinatrices de MAÏA et de RENASAGE ont été jugés très bons et ont beaucoup contribué au

développement du projet, il serait important de prévoir des espaces de co-formation et de partage d'expérience entre les formatrices et animatrices des deux associations. Cela, dans le but du renforcement mutuel, d'apprentissage et de multiplication des bonnes pratiques, mais également pour approfondir la dimension interterritoriale du projet. Ceci est d'autant plus important que le niveau de connaissance des enjeux de genre de la part des animatrices et formatrices des deux associations n'est pas le même et le projet offre un potentiel important de mutuel renforcement mais également d'approfondissement des principes féministes tels que la sororité ou l'empowerment collectif.

*« Le Planning Familial forme les formatrices et les formatrices forment les animatrices qui vont dans les écoles pour travailler avec les pair-éducateur.trices. La coordination se fait par ville, nous faisons remonter le travail au niveau du PF, mais il y a aussi les visio pour faire l'état des lieux : ces échanges nous permettent de rectifier certaines choses »* L'une des coordinatrices

### **La valeur ajoutée de l'ancrage territoriale et connaissance située des partenaires burkinabé**

#### **La valeur ajoutée de l'ancrage territorial et la connaissance située des partenaires burkinabé**

D'ailleurs, les connaissances situées et les relations de proximité avec le terrain portées par les organisations MAÏA et RENASAGE et notamment leurs coordinatrices ont beaucoup facilité l'ancrage du projet sur le terrain et l'envie des acteur.trices locaux (y compris des leaders, parent, directeurs des écoles, personnel de santé) d'y participer. Par conséquent, comme mentionné plus haut, il est important de davantage valoriser et reconnaître ces expériences et connaissances lors de la construction des nouvelles étapes du projet pour pouvoir effectivement anticiper les défis et enjeux imposés par les réalités du terrain.

Vis-à-vis des différents défis rencontrés, les coordinatrices burkinabé, accompagnées par des formatrices et animatrices, ont fait preuve d'une grande flexibilité et de professionnalisme. Ainsi, elles ont réussi par exemple à intégrer de nouveaux établissements scolaires suite au départ d'un nombre relativement important des pair-éducateur.trices, élargir des sessions de sensibilisation à un nombre plus important d'élèves suite à la demande des directeurs des établissements scolaires, adapter les termes et le langage autour de la sexualité pour prendre en compte les politiques publiques, etc.

*« (au niveau de la méthodologie) on a ajusté de notre côté – quand on voit les difficultés on ajuste – donc on a beaucoup retravaillé .... Les sessions sont faites en français mais après il faut redire dans la langue locale, ça prend du temps, il faut que les jeunes comprennent bien »* Une des coordinatrices

#### **Renforcement matériel**

Malgré la sous-estimation budgétaire des activités et notamment des ressources humaines (voir Efficience), le projet a contribué au renforcement administratif, matériel et financier, notamment de RENASAGE qui a pu louer des locaux dans le quartier où se déroule le projet et être ainsi en toute proximité des populations avec lesquelles elle travaille.

*« On ne doit plus se réunir sous l'arbre, aujourd'hui on a un bureau »* Coordinatrice de RENASAGE

### **Efficacité et impact au niveau des coordinatrices, formatrices et animatrices**

#### Renforcement au niveau méthodologique

Le projet, par sa méthodologie et objectifs a largement reposé sur les formatrices et les animatrices qui ont travaillé, tant avec les jeunes, adolescent.es et enfants, pair-éducateur.trices, comme avec leur entourage (les adultes responsables, le personnel de santé etc.). Dans ce sens, les animatrices et formatrices ont beaucoup apprécié la méthodologie d'éducation populaire qui leur a donné une liberté de définir la manière dont les thématiques sont abordées. En effet, les formatrices ont été formées par les formatrices du Planning Familial lors des séances de formation – à distance ou en présentiel (au Burkina Faso et au Togo). Ces séances

ont permis d'approfondir des méthodologies expérimentées lors des projets précédents dans une démarche d'éducation populaire, c'est-à-dire de co-apprentissage avec une approche de genre et féministe.

*« Je suis convaincue qu'en tant que femmes on partage des choses qui nous enrichissent toutes .... L'une des valeurs ajoutées est de voir quelles stratégies chacune développe pour affronter les situations vécues ancrées dans les systèmes de domination » Formatrice*

*« Ça fait 20 ans qu'on se connaît, ce sont les collègues pas des opératrices, ce sont aussi des amies, on a grandi ensemble : j'ai appris avec elles, j'ai grandi avec elles en tant que formatrice (en les formant ça m'a formée aussi) » Formatrice*

Dans ce sens, l'expérience acquise lors du projet PADSj et les connaissances et expertises apportées par les organisations partenaires sont d'une grande valeur car elles permettront de nourrir d'éventuels projets similaires en France et à l'International.

### **Besoin d'approfondissement des visions politiques de transformation : qu'est-ce qu'on veut changer et pourquoi ?**

Les animatrices et formatrices sur le terrain ont disposé des outils et méthodologies transmis par Planning Familial ou issus et adaptés des programmes précédents comme c'était le cas à Ouagadougou où on a utilisé des boîtes à image adaptées aux jeunes. Ces boîtes à image ont été conçues en s'inspirant des boîtes à image pour les adultes utilisées lors des programmes précédents mais avec des images adaptées à la cible jeune et aux thèmes de PADSj. Lors de la visite du terrain dans le cadre de l'évaluation externe les animatrices ont également été demandeuses de davantage d'outils concrets adaptés au jeune public ainsi qu'au contexte et les réalités du terrain.

Par ailleurs, si les formatrices et animatrices ont été formées à la méthodologie, l'évaluation a rencontré des disparités importantes -entre les formatrices animatrices- quant à la vision politique en termes de la compréhension du système de genre, du patriarcat et de son articulation avec d'autres systèmes d'oppression. Il s'agit d'un processus de préparation long et profond qui n'est pas évident, étant donné le contexte et l'ancrage des normes conservatrices dans la société.

*« (Il y a un enjeu d'empowerment des animatrices et formatrices) gagner de l'autonomie, de l'émancipation, se sentir légitimes, dans leur vie privée aussi. Ce n'est pas toujours facile, il s'agit des femmes qui portent des engagements féministes mais souvent, ça arrive à nous aussi, c'est mis à mal par leurs relations » Formatrice*

Être en capacité d'accompagner un processus comme celui que le PADSj se propose, à l'aide et à partir des principes de l'éducation populaire, implique une forte préparation des animatrices et de l'ensemble des actrices impliquées (les coordinatrices, formatrices), qui ont d'ailleurs manifesté une forte envie de continuer le projet parce que nécessaire et transformateur, porteur de justice sociale. En effet, il s'agit avant tout de nous transformer nous-mêmes, dans nos pratiques, nos méthodologies, nos manières de percevoir le monde et les relations à tous les niveaux. Et cela n'est pas simple car l'un des pièges des systèmes de domination, dont le patriarcat et l'adulte-centrisme, est qu'on peut en être victimes et simultanément contribuer à leur reproduction. En effet, le genre, le patriarcat et l'adulte-centrisme sont intimement liés et on ne peut pas agir sur l'un sans prendre en compte l'autre. Autrement dit, le genre supporte et permet la reproduction du système patriarcal et par conséquent des inégalités entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, mais également les relations de pouvoir, entre les femmes et entre les hommes et entre les adultes (femmes et hommes) et les « mineur.es » (enfants, adolescent.es, jeunes filles et garçons).

### **Élargir le processus d'empowerment**

Le besoin d'approfondir la vision transformatrice est intimement lié au besoin d'élargir le processus d'accompagnement des pair-éducatrices à un processus d'empowerment multidimensionnel (voir plus haut). Or, une telle vision implique nécessairement le questionnement du système adulte-centriste qui ne permet pas la reconnaissance et valorisation des jeunes, adolescent.es et enfants en tant que protagonistes

de leurs vies et contributeur.trices aux changements sociaux. Cet accompagnement demande aux animatrices d'être formées et outillées dans cette approche afin de permettre de se positionner en tant que guides et instaurer des relations réellement horizontales avec les pair-éducateur.trices qu'elles accompagnent.

### **Manque d'un dispositif de suivi-évaluation capable de rendre compte de l'impact atteint**

Un processus de transformation, qui implique d'aborder des thématiques – notamment des thématiques encore fortement taboues comme la sexualité et la relation à son propre corps - dans une approche féministe (qui s'oppose à une approche purement technique), demande un accompagnement à long terme. Celui-ci doit alors permettre d'avancer pas à pas, au rythme des personnes accompagnées, en prenant en compte les résistances, et l'ensemble des facteurs qui agissent contre l'empowerment. Pour cela, il est très important de fixer des objectifs réalistes mais également de se doter d'outils de suivi-évaluation qui permettent de rendre compte des changements et de l'impact qui parfois peuvent être très subtils pourtant avoir un effet transformatif. Or, le projet PADSj ne compte pas avec un tel dispositif. D'ailleurs, le format des rapports narratifs – imposé par le bailleur – ne permet pas de rendre compte des changements atteints et du processus lui-même, qui, en soi, est un important indicateur de l'impact du projet.

*« Les rapports il faut les enrichir. Il y a un modèle des rapports qui nous restreint beaucoup. Nous on ajoute des choses pour collecter les informations parce qu'on trouvait que ce n'était pas assez riches. On nous dit (dans le format du rapport) : (écrivez) 10 lignes par exemple mais on veut ajouter plus, ce sont des éléments importants. Donc à part on fait aussi nos rapports et on les garde parce que pour nous c'est important de faire la capitalisation ». L'une des coordinatrices*

*« (On fait des sessions qui sont prévues) mais c'est un processus. Par exemple sur le corps il faut revenir – il faut toujours revenir et refaire et vérifier s'ils (les PE) ont compris, s'il y a de la confiance etc. – il faut faire le renforcement. » Coordinatrice*

### **Efficacité et impact sur l'entourage (adultes-référents)**

Le travail avec l'entourage : une condition clé pour accompagner les transformations sociales durables

L'une des méthodologies adoptées par le PADSj a été l'approche par « bassin de vie ». Ainsi, si les pair-éducateur.trices sont au centre du projet, à travers un processus de formation et de renforcement, ils.elles sont censé.es avoir un impact sur son entourage. Pour cela, le projet a dès le début inclus le travail avec les adultes référent.es de leur entourage, notamment : les parents, les professeurs et professionnels de santé, mais également les leaders religieux et communautaires. Cette stratégie est en effet une condition préalable pour avoir un impact durable au niveau social. Il s'agit, d'inclure les adultes référent.es et les informer sur les activités des projets, des thématiques traitées avec les enfants, jeunes et adolescent.es, ce qui est très important pour minimiser des résistances voire les violences que les pair-éducateur.trices pourraient recevoir car défiant les tabous et les règles patriarcales et adulte-centristes fortement ancrées. Ainsi, en incluant les adultes-référent.es aux activités du projet, celui-ci a pu gagner de la légitimité et d'appui sans lequel il serait difficile d'assurer l'atteinte des objectifs prévus, voire pouvoir réaliser les activités prévues au niveau des jeunes, adolescent.es et enfants. Cette stratégie a été aussi très judicieuse car pour accompagner l'empowerment relationnel des pair-éducateur.trices – et ainsi contribuer à créer des conditions dans lesquelles ils.elles puissent devenir les « ambassadeur.trices » des causes défendues – les adultes-référents, et l'ensemble de leur entourage (école, institutions au niveau du quartier etc.) doivent se transformer eux.elles-aussi.

*« Au niveau des leaders, un imam nous a dit qu'il avait été sensibilisé sur la santé sexuelle et reproductive mais il n'osait pas en parler mais grâce au PADSj, il a le courage d'échanger avec ses fidèles sur certaines thématiques. » L'une des coordinatrices*

### **Besoin d'un travail plus régulier et approfondi avec les adultes-référents**

En effet, concernant l'intérêt et l'information des adultes-référents, l'évaluation a confirmé qu'il existe un intérêt et une volonté – de la part des parents, des leaders, du personnel de santé etc. – à se former sur des sujets souvent tabous dont la sexualité. Lors de l'atelier mené dans le cadre de la mission de l'évaluation, ainsi que selon les témoignages des formatrices et animatrices, les adultes sont demandeur.euses des sessions d'information et de formations. Ces dernières, bien qu'elles aient le mérite d'exister, ont été trop peu nombreuses (3/an) pour avoir un impact réellement transformateur et pérenne. Or, comme l'ont montré les ateliers conduits avec les adultes lors de la mission de l'évaluation, en dépit d'une volonté de connaître les thématiques traitées, il y a également de forte résistance à la transformation des relations de pouvoir, des violences et des injustices qui en résultent et qui ne sont pas reconnues en tant que telles. Or, tel que mentionné auparavant (voir l'impact sur les jeunes, adolescent.es et enfants) sans le questionnement de systèmes d'oppression et un processus profond de transformation des relations de pouvoir ancrées dans le patriarcat et l'adulte-centrisme, le projet peut avoir un impact négatif sur les pair-éducateur.trices qui sont responsabilisé.es du travail auprès de leur entourage, y compris les adultes. Une charge trop lourde dans des conditions de profondes inégalités et relations de pouvoir entre les « mineur.es » et les adultes.

La session de sensibilisation/formation se réalise par groupes d'appartenance (parents d'élèves), corps de métier (enseignant.es, personnel de santé) séparément. Cela demande, non seulement plus de temps dans l'organisation et réalisation, mais surtout ne facilite pas des échanges entre les adultes -référent.es dans leur diversité comme cela a été vécu durant l'atelier d'adultes-référent.es de la mission d'évaluation et de ce fait, a moins d'impact. Cependant, Les réunions de référencement et de plaidoyer ont permis d'avoir des échanges entre les différents groupes cibles . En effet il y a eu des réunions qui regroupaient plus personnes multidisciplinaires qui ont favorisé les échanges (l'atelier débat sur la mise en place d'un circuit de référencement solide et pérenne où il y a eu des représentants des PS, les enseignant.es, les parents et les leaders communautaires)

*« Lors d'une formation sur la vie affective, relationnelle et sexuelle, une femme est sortie en larmes. Elle nous a dit qu'elle est veuve et depuis le décès de son mari, elle a des problèmes avec son fils. Elle le frappait et le grondait à tout moment car ce dernier rentrait tard le soir et ne travaillait pas bien en classe. Grâce à cette thématique, les relations entre la mère et le fils se sont améliorées. Le garçon est parmi les meilleurs de sa classe. Les formatrices ont remarqué qu'il participait bien aux séances d'éducation. »*

*« Les professionnel.les de la santé nous ont dit que à la suite de la formation elles sont maintenant plus accueillantes »*

Témoignages des organisations partenaires recueillies lors de la mission de terrain

### **Conclusion :**

PADSj est un projet pilot de grande importance pour l'ensemble des organisations partenaires, notamment en raison de ces approches innovatrices jusque-là peu expérimentées. Dans ce sens, il a contribué à un renforcement mutuel entre les organisations au niveau méthodologique mais également de l'expérimentation de nouvelles approches. Pour certaines, notamment pour RENASAGE, il a eu également un certain impact au niveau du renforcement matériel.

Le projet a une réelle contribution aux transformations des personnes qui y sont impliquées notamment les formatrices et animatrices, les PE en premier lieu et les acteurs sociaux. Mais l'impact reste relativement limité dans l'environnement, du fait que les PE censés impulser ces transformations autour d'eux.elles sont limités dans l'exercice de ce rôle. Il est ainsi important de renforcer les activités menées avec les PE – à travers des outils réellement participatifs et ludiques utilisés dans une ambiance propice à l'éducation populaire, celle des relations horizontales – notamment pour leur permettre de se renforcer au niveau collectif et relationnel d'empowerment. Pour cela, il est important de mettre en place une formation continue avec des approches féministes des formatrices et d'animatrices qui, elles-aussi, sont dans un processus de renforcement et d'empowerment multidimensionnel.

Finalement, les temps de sensibilisation/formation dédiés aux les adultes-référents dans le cadre du projet sont très pertinents, voire nécessaires, car pour travailler dans un contexte plutôt conservateur (principalement à Bobo Dioulasso) et adulte-centriste, il est fondamental de construire des alliances avec les adultes-référent.es dans les différents espaces du projet afin d'entourer les jeunes PE et leur donner plus des chances dans leur action de transmission et de sensibilisation entre pair.es et avec les adultes dans leurs foyers. En effet, si les ateliers réalisés ont eu un impact visible sur l'entourage des pairs-éducateur.trices, ils ont été très peu nombreux pour pouvoir effectivement contribuer aux objectifs du projet notamment en termes de transformation sociale profonde et durable. Dans un milieu structurellement marqué par le patriarcat et l'adulte-centrisme, le travail avec l'entourage et notamment les adultes-référent.es est crucial car sans la compréhension profonde et le changement effectif à leur niveau – changement de paradigme – on risque d'approfondir la vulnérabilité des pairs-éducateur.trices qui sont censé.es de contribuer à la sensibilisation et le changement au niveau des adultes dans un environnement adulte-centriste qui les prive, par principe, de tout pouvoir de décision ou d'influence.

## Efficiencia : horizontalidad de las relaciones paritarias puesta a prueba por la gestión financiera

---

L'approche transformatrice et décoloniale mise à mal par l'organisation opérationnelle et planification financière du projet

L'évaluation a montré une certaine incohérence quant aux attentes du projet, l'approche de l'éducation populaire et les moyens et l'organisation dont le projet s'est doté. En effet, les approches qui soutiennent le projet – l'éducation populaire, l'approche intersectionnelle de genre, l'approche par « bassin de vie » sous forme de suivi d'une cohorte de neuf ans ainsi que l'approche par l'empowerment multidimensionnel - demandent de mener les activités dans un esprit de processus à moyen-long terme (d'où l'approche par cohorte) mais également de compter avec un processus continu – ce qui implique des rencontres/sessions assez fréquentes – et du temps suffisant pour la transformation de pair-éducateur.rices eux.elles-mêmes et se préparer pour pouvoir partager leurs connaissances avec leurs camarades et entourages, y compris les adultes-référent.es.

De même, comme cela a été mise en évidence antérieurement, les formatrices qui travaillent de façon très proche tant avec les pair-éducateur.trices et avec les adultes référent.es – sont au cœur du projet. En effet, et en cohérence avec l'approche intersectionnelle de genre promue par le projet, pour qu'elles puissent assumer ce rôle avec du succès, elles doivent se transformer elles-mêmes tant au niveau professionnel (s'outiller et se préparer pour travailler avec les enfants, adolescent.es et jeunes) que personnel (déconstruire leurs propres croyances et comportement notamment concernant le genre et les relations adultes-enfant/adolescent/jeunes). Ainsi, comme l'ont soulevé les associations partenaires, la proximité avec le terrain qui va bien au-delà des ateliers et sessions de formation est tout à fait fondamentale. Elle est

importante, d'une part, pour renforcer la confiance des jeunes mais également et surtout des familles et des leaders communautaires et religieux qui sont des acteurs incontournables pour la réussite du projet, et d'autre part, pour faire le suivi du projet sur le terrain. C'est-à-dire, suivre les évolutions et changements au niveau des relations tant au sein des familles qu'au sein des communautés.

Le rôle des accompagnatrices du processus de l'empowerment des jeunes filles et garçons pair-éducateur.trices, notamment des formatrices, est crucial. Ces dernières – en tant que facilitatrices des processus de formation et de sensibilisation à partir des principes de l'éducation populaire – doivent d'une part, encourager la participation (verbale ou autre) de l'ensemble des participant.es afin de faire émerger leurs connaissances situées et valoriser leur expérience ; et d'autre part, assurer les meilleures conditions possibles – des espaces sûrs et de confiance, l'écoute active, respect mutuel etc. – pour favoriser le processus dialectique – *praxis* – à partir duquel émergent les réflexions et actions (de la part des participant.es) qui ont le potentiel d'engendrer des transformations sociales (dans le cadre du PADSj vis-à-vis de la santé sexuelle et reproductive dans une vision intégrale). Pourtant, pour que les formatrices/animatrices puissent mener à bien cette tâche qui n'est pas facile, elles ont besoin de : i) être elle-même préparées et renforcées (« déconstruites ») afin qu'elles puissent guider et orienter les discussions vis-à-vis des thématiques abordées avec la perspective intersectionnelle de genre) et ii) être suffisamment outillées. En effet, disposer des outils pertinents qui permettent de mettre en œuvre l'approche de l'éducation populaire est fondamental, notamment dans les contextes et sur les thématiques sur lesquelles pèsent le poids de tabou, de silence et d'illégitimité comme c'est le cas des thématiques liées à la santé sexuelle et reproductive autant plus lorsqu'il s'agit de travail avec ou pour des jeunes de plus bas âge.

Cependant, l'évaluation montre que le projet n'avait pas prévu suffisamment de temps et de ressources humaines/valorisation pour effectivement prendre en compte ces facteurs. Notamment, le fait que les formatrices et animatrices soient payées par session donnée – en prenant toute fois en compte un certain temps pour la préparation et l'évaluation de la session - a un impact important sur leurs capacités d'influencer davantage le processus mené tant avec les enfants, adolescent.es et jeunes qu'avec les adultes-référent.es. Ce fonctionnement ne leur permet pas de chercher d'avantage de ressources et inspirations, se rencontrer entre elles etc.

De même, le suivi sur le terrain n'a pas été pris en compte dans le budget. Ainsi, les associations partenaires – notamment les coordinatrices – et les formatrices et animatrices sur le terrain se trouvent parfois dans des situations difficiles. Pour mener à bien leur travail et avoir le plus grand impact possible sur les quartiers accompagnés, elles s'investissent au-delà de ce qui est prévu et payé, notamment en visitant les quartiers et faisant le suivi de l'impact du projet.

*« Le suivi sur le terrain n'a pas été prévu par le projet, pourtant, il est tout à fait important, donc on (la coordination, formatrices, animatrices) le fait, mais gratuitement. De même, il faut faire le suivi des animatrices, les formatrices qui avaient formé les animatrices doivent les suivre pour voir comment les causeries sont menées dans les écoles »* l'une des coordinatrices du projet

Etant donné les moyens financiers et de ressources humaines, et le fait qu'il s'agisse d'un projet pilote qui dans une large mesure sert à tester les méthodologies et approches et proposer des ajustements nécessaires, le nombre relativement trop élevé des écoles impliquées – originalement trois mais augmenté lors du projet en raison de départ de certain.es pair-éducateur.trices - semble peu efficient, d'autant plus que le nombre de pair-éducateur.trices par école est très bas (entre 1 et 6).

### **Retard dans les versements : la mise en péril des relations horizontales et décoloniales**

L'un des aspects les plus fragiles du projet a été sa budgétisation et les relations partenariales autour des aspects financiers et budgétaires. Ceci est lié aux aspects mentionnés auparavant : la sous-valorisation du

travail de terrain et du temps nécessaire pour l'accomplir - des coordinatrices locales ainsi que des formatrices et animatrices-. En effet, en dépit des débats approfondis autour du projet réalisés entre les trois organisations partenaires, la rédaction du projet elle-même a été réalisée uniquement par le Planning Familial avec l'appui d'une consultante externe, en prenant en compte les commentaires écrits de la part des partenaires. En effet, la conception du projet est arrivée à un moment difficile pour Planning Familial qui a donné une priorisation aux activités dans un contexte d'activité intense sur le territoire avec des difficultés et déficits en ressources humaines. Ainsi, les personnes – coordinatrices, formatrices – impliquées dans le projet doivent défendre des projets tels que le PADSj au sein de leur organisation. Or, si l'un des enjeux est d'assurer que le travail à l'international ne contribue pas à la reproduction des relations Nord-Sud marquées par la colonialité, les questions financières et budgétaires sont celles qui la mettent le plus à l'épreuve.

Selon les témoignages des trois coordinatrices, le développement du projet, notamment son début, a été marqué par des tensions autour des questions budgétaires et financières. Ces dernières ont surgi, notamment, pour des raisons internes au Planning Familial et les complications liées à l'ouverture des comptes bancaires au Burkina Faso. Les premiers versements bancaires ont pris du retard mettant en difficulté les organisations burkinabé et le démarrage des activités. D'autre part, le budget du projet, n'ayant pas été co-élaboré avec les organisations burkinabé, les ressources nécessaires pour le développement des activités (voir ci-avant) ainsi que la valorisation économique des personnes impliquées (coordinatrices, formatrices, animatrices) ont été sous-estimés. Le budget n'avait pas pris en compte certaines activités clé comme les rencontres d'échange et d'apprentissage entre les organisations burkinabé, ou le suivi sur le terrain afin d'évaluer l'impact réel du projet.

*« A ce niveau (financier) ça ne se passait pas vraiment comme on voulait : au niveau de salaires on n'avait pas vraiment notre mot à dire : ce qu'on nous a proposé c'était un peu chaud – on connaît PF donc on a laissé passer mais la prochaine fois il ne faut pas faire comme ça »*

*« Tout ce qui est les finances il faut le réfléchir collectivement et ça n'a pas été fait alors que nous sommes les acteurs du terrain et nous on sait tout ce que ça peut impliquer »*

*« Les activités étaient sous-estimées, notamment au niveau des salaires des formatrices. Ils étaient plus bas qu'il y avait 5 ans »*

### **Coordinatrice**

Etant financé par l'AFD à la hauteur de 45%, au début du projet il a été difficile pour les organisations de trouver les 55% restant. Le cofinancement a été finalement majoritairement trouvé par Planning Familial. Néanmoins, ces difficultés ont eu également un impact sur le démarrage du projet. Ainsi, si le projet démarre officiellement en janvier 2021, la coordinatrice internationale n'est embauchée qu'en juin 2021. À la suite des discussions autour du budget et des difficultés financières, il a fallu faire des négociations et être créatives pour savoir quelles lignes de budget pouvaient être adaptées. Ces négociations ont été faites notamment entre les coordinatrices, les responsables administratives et financières des organisations partenaires et la coordinatrice internationale du Planning Familial. Ainsi, tenant compte des retards dans les premiers versements, les suivants ont été faits pour des périodes plus longues (une année en comparaison avec des virements pour des périodes de 3 ou 4 mois) ce qui a permis aux organisations partenaires de pouvoir planifier les activités avec un peu plus de stabilité.

**Conclusion :**

Le fonctionnement du projet a mis à l'épreuve les méthodologies, les approches choisies au niveau opérationnel et partenariale et sa planification budgétaire. Des objectifs, très pertinents et ambitieux, du projet et notamment les effets durables recherchés demandent de continuer et approfondir la transformation des personnes qui relisent le projet sur le terrain, ainsi que valoriser – au niveau du temps et financièrement – toute leur implication, y compris le suivi des participant.es sur le terrain ou la créativité demandée par l'approche d'éducation populaire. L'une des questions plus complexes dans la construction et la mise en œuvre du projet a été la partie budgétaire tant au niveau des activités (manque de budget pour suivi sur le terrain par exemple) comme au niveau des salaires. Il s'agit en effet d'une question qui n'est pas facile à résoudre pour l'organisation française qui est limitée par les bailleurs, mais qui est fondamentale de point de vue du projet ainsi que des postures féministes et décoloniales. Ainsi, sur le terrain – pour répondre aux besoins des populations ainsi que pour rendre compte de l'impact du projet – une partie du travail des coordinatrices et formatrices n'a pas été complètement reconnue et valorisée. A cela s'ajoute une charge parfois excessive de travail. Les coordinatrices - tant au Burkina Faso qu'en France - ont été embauchées par le projet à temps partiel. Pourtant, notamment pour des questions liées à l'approchement et le suivi du terrain, elles ont assumé un rôle qui va au-delà de leur fiche de poste ce qui implique un risque de surcharge mentale et physique et de sous-valorisation financière. Ces défis au niveau financier et budgétaire mettent à mal les relations partenariales entre les organisations burkinabé et le Planning Familial et montrent le besoin d'approfondir l'approche décoloniale du partenariat qui doit intégrer la participation effective et active de l'ensemble des partenaires à tous les niveaux et étapes du projet ainsi que la reconnaissance et valorisation des connaissances situées des personnes et organisations qui ont l'expérience et la connaissance fine du terrain. Ceci implique néanmoins une négociation avec les partenaires financiers afin qu'ils puissent comprendre l'importance de ces défis et les prendre en compte au niveau des conditions financières et d'autres.

## Valeur ajoutée et durabilité

---

### ***Un projet qui a permis d'acquérir de nouvelles perspectives et méthodologies***

Le projet PADSj est un projet particulier à plusieurs points de vue. Pour le Planning International il s'agit d'une nouvelle expérience, d'une part, car au contraire d'autres programmes internationaux multi-pays, il a été mené uniquement avec les partenaires du Burkina Faso, même si la deuxième phase aspire à s'élargir à d'autres pays partenaires. De plus, pour le Planning International il s'agit du premier projet impliquant le suivi du public cible : les jeunes, adolescent.es et enfants. Si les projets précédents conduits à l'international, ainsi que d'autres projets conduits en France ont montré la pertinence voire la nécessité de commencer à travailler les droits et la santé sexuelle et reproductive dès un très jeune âge (10 ans), le PADSj est le premier projet qui a réussi à mettre en œuvre cette approche. Il représente ainsi un enjeu important en raison de l'impact attendu au niveau des quartiers ciblés, mais également de manière plus large car il permettra d'alimenter le plaidoyer tant auprès des institutions et acteurs burkinabé qu'auprès des institutions et acteurs français, afin de rendre compte de la pertinence et la possibilité de travailler les thématiques liées à la santé sexuelle et reproductive dès un très jeune âge.

Pour les deux organisations partenaires burkinabé – même si l'organisation MAÏA avait des expériences précédentes de travailler avec le public cible – le projet PADSj a permis de tester et développer de nouvelles approches et méthodologies, ou tout au moins d'adapter les méthodologies existantes au travail avec les jeunes, adolescent.es et enfants. Ainsi, il a été l'occasion de se redécouvrir en tant qu'accompagnatrices des processus de transformation liés aux droits et à la santé sexuelle et reproductive, tout en devant repenser les approches, méthodologies voire attitudes envers les jeunes, adolescent.es et enfants. Car le projet PADSj parie sur l'empowerment de ces jeunes acteur.trices ce qui implique avant tout de reconnaître et valoriser leurs capacités, connaissances situées, expériences, et par conséquent faire un exercice d'auto-réflexion et questionnement sur l'adulte-centrisme qui, comme le patriarcat, est profondément ancrées tant dans la société française que dans la société burkinabé et qu'on reproduit souvent de manière inconsciente.

*« Pour le PF ça a été très intéressant de pouvoir partager avec elles (les organisations partenaires), le travail avec les pair-éducateur.trices dès le plus jeune âge ce qu'elles ont réussi et ce qu'on n'arrive pas très bien faire en France. Donc ça nous a nourrit énormément – ça nous a obligé de penser sur comment on travaille vraiment avec les enfants, de manière qu'ils.elles soient vraiment le sujet (protagonistes). Pour nous il s'agit de pouvoir démontrer à la société, aux institutions etc. l'utilité de l'éducation à la sexualité (adaptée) tant au Burkina qu'en France »* Représentante du PF

### ***Les connaissances du terrain, la confiance et la flexibilité et adaptabilité des partenaires burkinabé***

A part le partenariat historique entre les trois organisations qui a permis de surmonter des moments difficiles mais également de rendre visibles des leçons apprises et les ajustements nécessaires tant au niveau des procédures qu'au niveau des approches (voir Efficience), le projet a été fortement enrichi par les « connaissances situées » des organisations locales, ancrées dans le territoire. Cet ancrage territorial, combinés à des expériences et expertises des actrices impliquées a permis de gagner la confiance de la part des différent.es acteur.trices (directeurs des établissements scolaires, les leaders communautaires etc.). Cette confiance a joué un rôle clé tout au long du projet. Car, rappelons-le, le projet PADSj a osé aborder des thématiques tabous – la sexualité –, en plus, auprès d'un public pratiquement « inaccessible » du point de vue institutionnel et de politiques publiques sur ces thématiques. Ainsi, c'était la confiance des acteurs clés envers les organisations MAÏA et RENASAGE mais également le *savoir-faire* de ces organisations notamment des coordinations qui a rendu possible le projet. Elles ont ainsi fait preuve d'une grande flexibilité, adaptabilité et créativité – en plus d'un grand engagement pour atteindre le changement social souhaité – qui a permis de surmonter des obstacles et imprévus tels que ceux liés aux politiques publiques et postures des autorités qui interdisent de parler de sexualité avant de 14 ans (l'adaptation de la terminologie utilisé,

les approches englobantes qui permettent de parler des thématiques visées sans prononcer les termes tabou etc.), l'approche par cohorte (départ des pair-éducateur.trices, élargissement du projet aux nouveaux établissements scolaires), les « trous » dans les activités prévues (le suivi sur le terrain auprès des familles et des autorités impliquées dans le projet en dépit du manque de budget et du temps prévu) etc.

De la part de la coordination internationale et de la formation octroyée par les formatrices du Planning Familial, il y a eu également des ajustements en cours du projet qui ont permis de réagir face aux imprévus ou certains risques circonstanciels. Ainsi, face aux limitations imposées par les politiques publiques prises dans le cadre de la pandémie de COVID 19, une partie des formations des formatrices, prévues initialement en présentiel, a été transformée en formation à distance. Solution qui a certes provoqué beaucoup de frustrations mais a permis de faire le minimum prévu et ainsi ne pas bloquer l'avancement du projet. De même, face à la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso et les restrictions de déplacement, une des formations réalisées en présentiel s'est déroulée au Togo.

Quant aux échanges – à travers notamment des réunions de coordination – entre les trois organisations, si ces dernières ont été fortement appréciés par l'ensemble des actrices étant une riche source d'apprentissage collectif, d'échanges, d'enrichissement mutuel et d'espace de réflexion, elles n'ont pas pu être maintenues avec la même périodicité tout au long du projet. Ceci est l'une des preuves d'un des plus grands défis du projet, mentionné auparavant : le manque de temps et de ressources qui ont produit un risque de surcharge, notamment des équipes du Burkina Faso.

Le projet PADSj a été également une opportunité de mise à l'épreuve de l'approche décoloniale du Planning Familial. Il a montré sa complexité vis-à-vis des procédures réelles et influencées par des conditions telles que les règles et rythmes imposés par les bailleurs. Effectivement, lorsqu'on touche aux financements, budget et redevabilité on rencontre de grands défis pour rendre cette approche opérationnelle. Dans ce sens, le PADSj a offert des leçons précieuses à l'ensemble des acteur.trices et a rendu compte de la nécessité de davantage travailler les relations partenariales pour être sur.es qu'à tout moment, et même dans les aspects plus difficiles, on honore l'approche féministe, intersectionnelle et décoloniale. Il s'agit également d'une leçon apprise à valoriser notamment en vue de l'élargissement du projet à d'autres pays. Dans ce sens, l'approche décoloniale implique le développement d'un réseau d'échanges, de partage d'expérience et de mutuel renforcement Sud-Sud-Nord, dans une logique de « leadership collectif » qui permet de valoriser et de partager les valeurs ajoutées, expertises et expériences de chacune des organisations participantes dans le but ultime partagé : contribuer de manière effective et durable aux changements sociaux concernant des relations de genre et ainsi transformer des situations de violences, souffrances et d'injustices qu'elles provoquent.

### ***Un projet avec un grand potentiel de l'impact durable***

Le projet PADSj vise l'empowerment des enfants, adolescent.es et jeunes, notamment des pair-éducateur.trices pour qu'elles.ils puissent devenir des acteur.trices des changements sociaux. Dans ce sens, la 1ère phase du projet qui a été pilote, a permis d'amorcer ce processus mené dans l'optique de changements sociaux pérennes. Le pari du projet – travailler avec des acteur.trices très jeunes – à partir de 10 ans – a été un pari ambitieux étant données les conditions politiques, sociales et culturelles – mais tout à fait judicieux. En effet, c'est en travaillant à partir du plus jeune âge qu'augmentent les possibilités d'un réel changement social et d'un impact transformateur et durable. Les méthodologies et approches qui ont été choisies pour mener le processus ont été fondamentales et l'évaluation a confirmé leur pertinence : l'éducation populaire cherche à s'adapter au public spécifique mais rompt également avec des schémas et mécanismes classiques ancrés dans le patriarcat et l'adulte-centrisme. De même, comme analysé dans les parties précédentes, inclure l'approche par « bassins de vie » qui a permis de travailler avec l'entourage des enfants, adolescent.es et jeunes accompagné.es est tout à fait fondamental. Ainsi, les leçons apprises lors de cette première phase montrent l'importance d'approfondissement de ces différentes approches, qui, pour être efficaces ont toutes besoins des temps relativement longs et lents. Dans ce sens, le projet pilote a également rendu compte de l'importance du processus, qui doit être mené avec beaucoup de flexibilité et patience et qui est, en soi, un résultat important du projet.

Quant à l'approche par cohorte qui est effectivement très pertinente lorsqu'on veut atteindre des résultats durables qui contribuent à des changements sociaux profonds, le projet pilote a rendu compte de l'importance de repenser l'identification des pair-éducateur.trices qui ont été identifié.es par les directeurs des écoles et non par le projet. De même, il serait important de prendre en compte le risque de « perte » des enfants/adolescent.es lors de passage de la primaire au secondaire/collège. Dans ce sens, pour avoir un impact auprès de pairs-éducateurs.trices, ils.elles doivent être plus nombreux.euses au sein d'un même établissement, afin de pouvoir se renforcer entre eux.elles et pouvoir avoir une influence auprès de leurs pairs et les adultes-référents au niveau de l'établissement scolaires (être plus connu.es et reconnu.es, avoir des espaces pour mener le plaidoyer, être outillé.es et préparé.es à des situations difficiles etc.) sinon on risque de les mettre dans des situations de dés-empowerment car exposé.es à des mécanismes de délégitimation (moquerie, honte, non-écoute). Il est également important de renforcer le **travail auprès de l'entourage** au risque de : i) ne pas atteindre des effets réellement transformatifs – le changement de mentalité et des relations envers les enfants, adolescent.es, jeunes- ; ii) surcharger les pair-éducateur.trices, censé.es d'avoir un impact sur les adultes alors qu'elles.ils sont dans une relation de domination et non-légitimité.es, une charge très forte ce qui peut augmenter le risque de violence, de perte de confiance et d'exclusion par les autres enfants (dû aux préjugés).

Finalement compte tenu des défis propres à des processus de transformation sociale qui sont longs et non linéaires, il ne semble pas viable d'élargir le projet à d'autres établissements scolaires. Au contraire, il pourrait être recentré sur un nombre plus restreint et ainsi pouvoir former un nombre plus important d'enseignant.es et de pair-éducateur.trices (empowerment collectif, ne pas être affecté lorsqu'il y a certain.es pair-éducateur.trices qui quittent l'établissement).

#### **Conclusion :**

Le projet PADSj est un projet original, porteur de valeur ajoutée à plusieurs niveaux : il s'agit d'un projet qui vise un public nouveau et propose d'atteindre les objectifs à travers des approches et méthodologies adaptées et efficaces telles que l'éducation populaire, l'approche par cohorte, le travail avec le « bassin de vie » etc. Ces approches ainsi que pouvoir travailler des thématiques « taboues » avec un public inhabituel ont pu être appliquées grâce aux expériences, engagements, « connaissances situées » et à l'ancrage territorial des partenaires burkinabé. Les équipes ont également une grande capacité d'adaptation et une importante flexibilité qui ont permis de surmonter des défis tant au niveau organisationnel qu'opérationnel. En même temps, l'une des plus grandes leçons apprises est le travail sur l'horizontalité des relations partenariales dans une approche décoloniale, notamment lorsqu'il s'agit des aspects financiers et budgétaires et la valorisation du temps, du travail et des connaissances situées des partenaires sur le terrain.

Le projet PADSj a un grand potentiel de générer un impact transformatif et durable concernant les relations de genre et les droits et santé sexuelle et reproductive. Le fait de se concentrer sur le public jeune censé d'être protagoniste des changements souhaités est un choix judicieux vis-à-vis de la durabilité et la possibilité de réelles transformations. Cependant, pour cela il est important d'approfondir le travail avec l'entourage ainsi que sur soi-même – les équipes accompagnatrices. Dans ce sens, appliquer et se laisser guider par les approches d'éducation populaire, décoloniale et intersectionnelle à tous les niveaux et en faire des principes politiques transversaux, en assumant toutes leurs implications, paraît fondamental. Le projet PADSj, en tant que projet pilote, a offert un champ pour tester ces principes ainsi que les capacités et marges d'amélioration. Les leçons apprises ainsi que les bonnes pratiques identifiées lors de ce projet pilote offrent une base très solide pour la nouvelle phase du projet, qui cherche à s'élargir à d'autres pays.

## Recommandations

---

Les recommandations présentées pour la suite ont été coconstruites avec les équipes du projet. Elles devront être prises en compte en fonction des priorités notamment en perspective de l'élargissement du projet aux nouveaux partenaires. S'il est important de prendre en compte les recommandations basées sur les leçons apprises lors de la phase pilote du projet, il est également nécessaire d'y intégrer les particularités et priorités de chacun des partenaires, tout en mettant au centre du partenariat une dynamique d'apprentissage collectif et d'enrichissement mutuel.

### Au niveau de coordination internationale

- Pour co-construire la 2<sup>ème</sup> phase du projet et les futurs projets ensemble, le Planning et ses partenaires doivent prévoir un ou plusieurs temps de travail conjoint(s) et dédié(s). Il peut être prévu dans la dernière année de la phase précédente. Cela implique de se questionner sur les transformations que le projet se propose de produire et les conditions nécessaires, tant techniques (activités, dimensionnement du projet, public participant, rythme de travail, RH nécessaires, temps de formation pour les équipes, rencontres internationales, etc.) que financières (moyens à mettre en œuvre, cofinancements nécessaires, stratégie de recherche de fonds, etc.).
- Le nombre d'actrices du projet : coordinatrices, formateurs.trices et animateurs.trices et leurs temps de travail doivent correspondre aux défis du projet et au temps de travail nécessaire pour atteindre les objectifs du projet. Il faudrait également établir, ensemble, un rythme de suivi technique et financier régulier qui convienne à tous les partenaires, notamment les dates des rendus obligatoires vis-à-vis des bailleurs.
- Co-construction du budget en totale transparence, à travers des négociations -horizontales- entre partenaires et la compréhension des défis de chaque organisation dans son contexte : à long terme, coconstruire un budget produit de la sororité entre les organisations et réduit les rapports de dominations inhérents à la décision budgétaire.

### Au niveau des équipes

- Le projet devrait prévoir des temps de formation, réguliers, tant sur les thématiques traitées dans le projet dans un objectif d'apprentissage mutuel qui valorise les savoir situés des partenaires que sur les méthodologies et outils qui facilitent le traitement des thématiques.
- Les thématiques peuvent être identifiées, proposées par l'une des partenaires. Le rôle de la coordination internationale est de les inscrire parmi les activités internationales du projet. Le temps de formation peut être co-facilité par deux équipes/partenaires afin que la formation ne soit pas uniquement de l'ONG du Nord vers les ONG du Sud.
- Les outils et méthodologies devraient être également coconstruits et co-testés par les équipes, afin de s'assurer qu'ils sont adaptés aux contextes et aux publics participants : coconstruire des outils ludiques et participatifs qui facilitent le questionnement des situations, offrent l'opportunité de partage aux enfants et adolescent.es et renforcent leur empowerment multidimensionnel, qui est l'ultime objectif recherché.
- Les méthodologies et outils doivent être développés à partir des réflexions approfondies sur l'impact des systèmes d'oppression – notamment d'adulte-centrisme – sur les personnes en charge de travail avec les jeunes, adolescent.es et enfants participant.es au projet. Il s'agit de continuer à se

transformer afin d'instaurer des relations de plus en plus horizontales mais en même temps pouvoir assumer le rôle de guide – allié.es (ne pas les laisser tous.tes seul.es – ne pas les charger des responsabilités trop lourdes).

### Au niveau des pair-éducateur.trices

- Tel que constaté par l'évaluation, les PE sont peu, voire très peu, nombreux au niveau de chaque établissement scolaire et encore plus au niveau d'une salle de classe. Or, étant donné le rapport de pouvoir entre les adultes (professeur.es et autres adultes chargé.es de la discipline scolaire) et enfants-adolescent.es, il paraît important d'augmenter le nombre de PE dans la même classe et dans la même école ainsi que prévoir d'avantage des temps de travail avec l'ensemble des PE afin qu'elles.ils se renforcent mutuellement (empowerment au niveau collectif) et se sentent capables de faire face aux injustices et abus commis par les adultes.
- L'évaluation a également montré l'importance de reconsidérer l'âge et le suivi de la cohorte. Pour avoir plus de chances de garder et suivre une cohorte d'élèves, il vaut mieux réaliser ce travail au sein d'un même établissement scolaire, soit le collège où les enfants et adolescent.es vont passer 5 ans de leur scolarité accompagné.es du même corps enseignant et équipes administratives. Cela permettrait également d'investir (former, sensibiliser) un plus grand nombre d'adultes référent.es dans un même établissement scolaire.
- De même, il est important que les équipes locales aient la possibilité de choisir les pair-éducateur.trices, en les identifiant à partir des critères préétablis collectivement et à partir des sensibilisations avec un nombre plus important d'élèves. En effet, le projet pilote a montré que les sensibilisations ont la capacité de réveiller de l'intérêt auprès d'une partie d'élèves et étant donnée la grande responsabilité que les PE portent, il est important qu'elles.ils soient suffisamment motivé.es pour l'assumer.
- Quant aux jeunes, adolescent.es et enfants non-scolarisé.es, qui n'ont pas été finalement inclus.es en tant que PE dans la phase pilote de projet, il est recommandé de les inclure au niveau des territoires où les organisations partenaires ont déjà des relations de confiance avec des institutions ou établissements qui travaillent avec ce public. En effet, les défis relevés par le projet pilote, notamment concernant le suivi de la cohorte et la persistance des PE dans le projet sont autant plus prononcé pour les jeunes, adolescent.es et enfants déscolarisé.es. Pour cela, au niveau des partenaires burkinabé il est recommandé de ne pas inclure ce nouveau public à la nouvelle phase du projet afin de pouvoir concentrer les ressources financières, de temps et surtout humaines sur l'approfondissement du processus déjà engagé auprès et avec les PE dans des établissements scolaires. Néanmoins, dans des phases suivantes, il est important d'élargir le projet également à cette nouvelle cible qui affronte des situations de vulnérabilité encore plus profondes.

### Au niveau de travail avec l'entourage

- Au titre du projet pilote, notre recommandation va vers la démonstration méthodologique (suivi de cohorte et apprentissages par les pairs) sur un nombre restreint d'établissements scolaires tout en renforçant le nombre d'adultes formé.es et de PE regroupé.es. Une des demandes des adultes référent.es des PE est d'intensifier les temps de formations avec eux.elles. En effet, il semble important d'apporter davantage de sensibilisations, accompagnements aux parents des PE afin qu'ils.elles comprennent le projet et ses objectifs et le rôle que leurs enfants en tant que PE jouent dans ce projet. De même, intensifier le nombre de sessions de formation/sensibilisation aux différents adultes référent.es semble très pertinent car elles.ils sont les relais du projet auprès d'autres adultes (professeurs, professionnels de santé, parents d'élèves, etc.).

- Faciliter l'émergence des savoirs situés auprès d'adultes référent.es : lors des ateliers de théâtre forum réalisées durant les missions d'évaluation, il a été constaté que les adultes référent.es (pères, mères, professeur.es, personnel de santé) ont vécu et vivent des situations de violence, aujourd'hui naturalisées, et reproduite dans les différents cadres et espaces (maison, école, centre de santé) du projet. Il est fondamental de travailler avec ces adultes référent.es sur leur propre vécu de violence afin de le comprendre et transformer cette expérience douloureuse enfouie en un savoir situé, capable d'être utilisé non seulement dans le cadre du projet mais également dans leur propre vie.

## BIBLIOGRAPHIE

Sur le projet :

- Documents transmis concernant la tranche 1 de la première phase

Sur l'empowerment :

- Marloes A. Huis, Nina Hansen, Sabine Otten, and Robert Lensink, A Three-Dimensional Model of Women's Empowerment: Implications in the Field of Microfinance and Future Directions, *Front Psychol*, 2017
- Nelly P. Stromquist, The theoretical and practical bases for empowerment, in « Pathways towards Autonomy », Report of the International Seminar held at UIE, Hamburg, 27 January - 2 February 1993, edited by Carolyn Medel-Arionuevo, 1993
- Hall, Margaret, Women and Empowerment, Strategies for Increasing Autonomy. Washington, D.C.: Publishing Corporation, 1992
- N. Kabeer, Resources, Agency, Achievement, Reflection on the measurement of Women's empowerment, *Development and Change*, vol 30, 1999

Sur la colonialité/décolonialité

- Grosfoguel, Ramón. 2012. «Un dialogue décolonial sur les savoirs critiques entre Frantz Fanon et Boaventura de Sousa Santos ». *Mouvements*, 4(72), 42-53.
- Kilomba, Grada (2021) : conférence-performance : « Descolonizando o conhecimento » accessible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=iLYGbXewyxs&t=437s>, consulté le 23 avril 2023
- Quijano, Anibal. 2010. «Colonialidad/Descolonialidad del Poder ». Communication présentée pendant au IV Foro Social Américas, Asunción / Paraguay.
- Segato, Rita (2022) conférence intitulée : **La nécessité de comprendre le pouvoir pour actuer. Violence, genre et colonialité**, l'Université National de Général Sarmiento, Argentine, décembre 2022, accessible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=7yzeAdAkmEk>, consultée le 25 avril 2023
- Segato, Rita (2018), conférence intitulée : **La colonialidad del saber**, Instituto de Investigaciones Geohistóricas (IIGHI) de Resistencia, Chaco, accessible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=R1WUT\\_eRQG8&t=1519s](https://www.youtube.com/watch?v=R1WUT_eRQG8&t=1519s), consulté le 11/03/2021

Sur le genre, l'intersectionnalité :

- Becerra, L. M. and P. L. C. Ruiz (2008). Vidas ante la adversidad: Informe sobre la situación de los derechos humanos de las Mujeres Afrocolombianas en la situación de desplazamiento forzado. Bogotá, Afrodes.
- Crenshaw, K. (1991). "Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color." *Stanford Law Review* 43(6): 1241-1299.
- Cabrera, M. and L. V. Monroy (julio-diciembre 2014). "Transfeminismo, decolonialidad y el asunto del conocimiento: algunas inflexiones de los feminismos disidentes contemporáneos." *Universitas humanística* 78: 19-37.
- hooks, b. (1984). Black Women: Shaping Feminist Theory. *Feminist Theory: From Margin to Center*. S. E. Press. Boston: 1-15.
- McIlwaine, C. (2013). "Urbanization and gender-based violence: exploring the paradoxes in the global South." *Environment and Urbanization* 25(1 April): 65-79.
- Scott, J. and V. Eleni (1988). "Genre: un catégorie utile d'analyse historique." *Les Cahiers du GRIF*(37-38): 125-153.
- Segato, L. R. (2011). Femigenocidio y feminicidio: una propuesta de tipificación. *I Encuentro Mesoamericano de Estudios de Género y Feminismos*. <http://www.herramienta.com.ar/articulo.php?id=1687>. Ciudad de Guatemala.
- Entretien avec Fatima Khemilat : féminisme, décolonisation et sexualité : [https://www.youtube.com/watch?reload=9&v=xE6A3AI7Ncw&fbclid=IwAR0-kNrXTXiGKoNQo1PEW-CaB0o8dlvPyWYnuu2dx0nIV\\_DOxhp5gK6obOo](https://www.youtube.com/watch?reload=9&v=xE6A3AI7Ncw&fbclid=IwAR0-kNrXTXiGKoNQo1PEW-CaB0o8dlvPyWYnuu2dx0nIV_DOxhp5gK6obOo)

## Zoom sur les trois jours d'atelier

---

### 1ère journée (avec les enfants et adolescent.es) :

**Objectif** : observer la compréhension du système genre, son articulation avec d'autres facteurs d'oppression (identifier ensemble lesquels), et son impact dans la vie quotidienne des garçons et des filles. Observer les changements produits par le projet

#### Outils proposés

- **Dynamique de présentation** : « le cercle d'appartenances »
- **Jeux théâtraux** : Statues sur les émotions
- **Le jeu de société élaboré sur mesure** : il s'agit d'un jeu qui permettra de façon ludique et familiale aux enfants de partager leurs vécus, identifier leurs besoins (au niveau individuel et relationnel), leur réussites et défis (en tant que pair-éducateur.trices et plus largement concernant leur empowerment multidimensionnel) ainsi qu'observer (aux consultantes-facilitatrices) les effets et impact du projet (voir les questions évaluatives). Le jeu sera conçu de manière à favoriser le partage de l'expérience individuel mais également collectif, rend visible le processus de l'empowerment multidimensionnel et permettent des échanges entre les adolescent.es/jeunes de manière naturelle et ludique.
- **Théâtre image** : travail en deux groupes par tranche d'âge mais mixtes en termes de genre. Chaque groupe travaille sur une ou deux espaces (maison, école, quartier). Cet outil se réalisera en trois temps : i) les jeunes participant.es devront identifier des situations de conflit, tension, voire violence à l'appui des consultantes-facilitatrices (Ada et Gifty) et co-construction de courtes pièces théâtrales; II) présentation des pièces en planaire pour chercher avec les spect-acteurices les changements souhaités, et iii) co-construction des chemins de changements tant au niveau individuel que collectif.
- **Échanges** sur les conditions nécessaires pour atteindre les changements souhaités (individuels et collectifs) : capacités compétences, mais également attitudes, comportements des acteurices, type d'actions à réaliser...

*Il est souhaitable que l'atelier avec les adolescent.es/jeunes (pair-éducateur.trices et des jeunes qui n'ont pas participé aux formations) soit réalisé sans la présence des adultes impliqués dans le projet (animatrices/enseignant.e.s) par soucis de confiance et libération de parole.*

### 2<sup>ème</sup> journée (avec les adultes référent.es):

**Objectif** : observer la compréhension du système genre, son articulation avec d'autres facteurs d'oppression (identifier ensemble lesquels), et son impact dans la vie quotidienne des femmes et des hommes. Observer la position des adultes référent.es face aux thématiques du projet

- **Dynamique de présentation** : « mouvante »
- **Jeux théâtraux** : le miroir
- **Théâtre image** : travail en trois ou trois groupes mixtes en termes de genre et de place dans le projet. Chaque groupe travaille sur une thématique abordée dans le projet (violence basée sur le genre, droits sexuels, VIH, grossesses précoces etc.). Cet outil se réalisera en trois temps : i) les participant.es devront identifier des situations de conflit, abus, ou violence, à l'appui des consultantes-facilitatrices

(Ada et Gifty) et co-construire des courtes pièces théâtrales; II) présentation des pièces en plénière pour chercher avec les spect-acteur.trice.s les changements souhaités, et iii) co-construction des chemins de changements tant au niveau individuel que collectif.

- **Échanges** sur les conditions nécessaires pour atteindre les changements souhaités (individuels et collectifs) : capacités compétences, mais également attitudes, comportements des acteur.trice.s, type d'actions à réaliser...

### 3<sup>ème</sup> journée

**Objectif** : Après avoir expérimenté et dialogué séparément, adolescent.es/jeunes et adultes référent.es, la 3<sup>ème</sup> journée sera dédiée à un dialogue intergénérationnel autour du projet.

**Dynamique** : les cercles d'écoute (on fait deux cercles un à l'intérieur de l'autre. D'abord les adolescent.es/jeunes sont à l'intérieur et parlent du projet, les adultes référent.es écoutent activement mais n'interviennent pas. Puis les adultes référent.es entrent dans le cercle intérieur et parlent du projet, les adolescent.es/jeunes dans le cercle extérieur écoutent activement mais n'interviennent pas.

**Théâtre image** : Deux groupes de travail adolescent.es/jeunes et adultes référent.es. i) Chaque groupe travaille sur les difficultés, tensions, conflit, voire violence au sein du projet, à l'appui des consultantes-facilitatrices et co-construisent de courtes pièces théâtrales ; II) présentation des pièces en plénière pour chercher avec les spect-acteur.trice.s les changements souhaités, et iii) co-construction des chemins de changements tant au niveau individuel que collectif.

**Échanges** sur les conditions nécessaires pour atteindre les changements souhaités (individuels et collectifs) : capacités, compétences, mais également attitudes, comportements des acteur.trice.s, type d'actions à réaliser...

*L'implication des équipes terrain est capitale, plus que des outils, c'est une posture de travail à encourager. Les journées ne seront pas fixes, elles évolueront selon les besoins des échanges, du dialogue et l'application des outils.*

*La mission de terrain sera menée par Ada Bazan et Gifty Narh. Les trois consultantes prépareront les missions et analyseront les résultats collectivement.*

## Exemple détaillé du déroulement de l'atelier avec les adolescent.es

---

Dans le souci d'assurer des espaces sûrs et de confiance, ce qui implique d'être vigilant.es par rapport aux éventuelles relations de pouvoir non-horizontales, pendant cette première journée les adultes ne participeront pas, seules les consultantes-facilitatrices et, le cas échéant, les traducteur.trice.s.

**9H Introduction** de la journée par la coordinatrice ou facilitateur.trice du projet

**9h30 Dynamique de présentation** : cercle de ressemblances

Déroulé : les participant.es se mettent en cercle et la facilitatrice au centre. Elle pose une question et ceux et celles qui répondent affirmativement entrent dans le cercle.

Exemple : ceux et celles... qui ont des frères, des sœurs, qui gardent les petits frères/sœurs, qui vont à l'école, qui aiment l'école, qui font la cuisine à la maison, qui font le ménage, qui aiment jouer, qui jouent au foot, qui jouent à la maison,... qui aiment danser...

**10h Jeux théâtraux** : Statues sur les émotions : tristesse, joie, peur, colère, pas d'accord, très d'accord, violence

## 10h30 Théâtre image

Travail en groupe (mixtes) : se forment des petits groupes par tranche d'âge mais mixtes en termes de genre. Chaque groupe travaille sur un espace déterminé (maison, école, quartier, entre de santé). : si les participant.e.s à l'ateliers sont de plus bas âge (10 ans), cette activité pourra être remplacée par le jeu de société.

La facilitatrice/consultante explique aux enfants que nous tous et toutes vivons des situations diverses dans les différents espaces.... Et fait un tour du cercle pour partager les expériences des participant.e.s, puis il y a aussi des situations tristes...(illustrations)... et des situations qui nous mettent en colère, (illustrations)..qui nous font mal (illustrations)... ainsi les groupes échangent et partagent les différentes situations de tension, conflit, et/ou violence vécue dans l'espace de son groupe. Puis identifie une des situations sur laquelle va travailler à travers du théâtre forum.

Les groupes s'entraînent, préparent les pièces et les présentent en plénière.

*Comme l'a souligné le créateur de cette technique, Augusto Boal, en faisant le théâtre forum, il s'agit de s'entraîner dans le théâtre pour changer dans la réalité. Les spect-acteur.trice.s mettant leurs idées en scène se préparent pour agir dans la vie.*

## 14h Spectacle/jeu

Le spectacle est un jeu artistique entre les acteurs et les *spect-acteur.trice.s*: Le *couringa* (rôle assumé par les consultantes-facilitatrices) est le maître ou la maîtresse du jeu, il.elle doit expliquer au public les règles du jeu, le spectacle tel qu'il va se dérouler...

- le spectacle est présenté une première fois comme un spectacle conventionnel. Les scènes doivent présenter le conflit qu'on souhaite résoudre ou l'oppression qu'on souhaite transformer.
- à la fin de la pièce, le *couringa* doit demander au public s'il a compris la pièce, dialoguer avec le public pour savoir ce qu'ils/elles ont compris. Vérifier s'ils.elles ont reconnu la victime/opprimé.e, demander pourquoi c'est une victime/opprimé.e, qu'est-ce qui lui arrive. Puis demander qui est l'opresseur.euse/agresseur.euse ? qui sont ses alliés et pourquoi ? Demander si on est d'accord avec la situation présentée... alors, on explique que la pièce va être présentée à nouveau comme la première fois. Le jeu se trouve dans les essais des acteur.trice.s à refaire la pièce telle qu'elle était (la situation réelle) et les tentatives du public à changer la situation. Les spect-acteur.trice.s vont reprendre un des personnages et essayer plusieurs alternatives pour changer la situation.

Autrement dit, les acteur.trice.s représentent une vision du monde, en conséquence ils.elles doivent faire tout pour le maintenir tel quel, si l'opresseur se sent affaibli, ses alliés vont le soutenir et le rappeler à « l'ordre »... sauf... si des spect-acteur.trices peu à peu interviennent et réussissent à changer l'acceptation du monde tel qu'il est, et proposent une vision du monde tel qu'il pourrait l'être...

Il est important de créer une tension, dire que si personne ne change rien le monde continuera comme il est, et si personne n'arrive à changer la pièce elle aussi elle restera comme elle est !

- Il faut donc informer les spect-acteur.trice.s que le premier pas est de prendre la place du protagoniste (d'autres acteurs par la suite, mais pas de l'opresseur) quand celui-ci est en train de commettre une erreur, ou quand l'option qu'il fait n'est pas « la meilleure ». Il doit dire à quel moment il.elle souhaite intervenir pour que les acteur.trice.s jouent la pièce à partir de son intervention...à partir du moment où le nouvel acteur.trice entre en jeu, les autres acteur.trice.s deviennent encore plus fort.e.s dans leur idéologie et fonction sociale, ils.elles doivent démontrer aux spect-acteur.trice.s que changer le monde ne sera pas chose facile...
- A la fin de chaque nouvelle représentation, le *couringa* reprend pour demander au public si la proposition a produit du changement ? si la victime souffre moins ? s'il y a des nouvelles propositions...

A la fin de chaque atelier, les consultantes-facilitatrices rempliront dûment la « grille d'observation » qui permettra d'identifier, d'enregistrer et de systématiser l'information nécessaire pour l'évaluation externe du projet (voir les questions évaluatives).